



# LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

Parait le premier  
vendredi de chaque mois  
EN VENTE DANS LES PRINCIPAUX KIOSQUES  
(Gares, métro, boulevards)

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4<sup>e</sup> INTERNATIONALE

DANS CE NUMERO : L'AFFAIRE MARTY, un livre à faire lire, un acte politique à soutenir (p. 4 et 5) par P. FRANK

J. ROBLIN

## Les « faux de Béria » c'était la politique de Staline

« Le cœur ouvert et l'âme pure », c'est dans de telles dispositions que Krouchtchev et Boulganine, actuellement les deux plus hauts responsables de l'Union Soviétique, prétendaient se rendre à Belgrade.

« Le cœur ouvert et l'âme pure... ». Si l'expression était venue de diplomates et de chefs d'Etats capitalistes, on n'aurait pu que hausser les épaules.

Mais la rencontre de Belgrade n'est pas et ne sera pas, à juste titre, considérée par les ouvriers, en premier lieu par les communistes, comme une rencontre quelconque de chefs d'Etat. Il s'agit pour eux d'une rencontre qui a une signification, une importance intérieure au mouvement ouvrier, tout comme la rupture de 1948 fut avant tout un événement intérieur au mouvement ouvrier international qui

(En page 9, le télégramme de la IV<sup>e</sup> Internationale à la Ligue des communistes yougoslaves.)

se trouvait sous la direction de Staline.

### LA VIEILLE AMITIE DE DEUX PEUPLES

La présidence de la délégation soviétique était assurée par Krouchtchev, premier secrétaire du parti communiste de l'U.R.S.S., ce seul fait pourrait prouver l'importance politique du voyage à Belgrade. Mais, pour convaincre les plus aveugles et les plus incrédules, la « Pravda » a avancé une série d'arguments tendant à faire croire qu'une communauté particulière de vues existait à l'état latent entre la Yougoslavie et l'U.R.S.S. Dans son éditorial du 18 mai, ce journal de Moscou écrit :

« On ne peut nier, bien sûr, qu'il existe entre nous des dif-

(Suite en dernière page.)

## Front unique du P.C.F. et du P.S. contre l'état d'urgence en Algérie

(En page 3, notre article sur les leçons des incidents du 1<sup>er</sup> Mai.)

Il paraissait téméraire, au début, d'assimiler les opérations d'Algérie à la guerre d'Indochine. La ressemblance devient maintenant de jour en jour plus frappante. Rien ne ressemble tant à une sale guerre qu'une autre sale guerre.

Le fait nouveau c'est l'extension des actions du maquis à tout le Constantinois, qui prélude à l'élargissement de la guérilla sur tout le territoire algérien. L'impérialisme est réellement effrayé et le gouvernement délibère sur l'Algérie sans désespérer. Les reportages s'accordent pour constater le soutien des populations musulmanes avec les partisans qui deviennent de ce fait introuvables et invulnérables. Ils enregistrent également le recrutement incessant et de plus en plus large des maquis.

De nouvelles divisions sont acheminées sur l'Algérie. « L'état d'urgence » fait tache d'huile. Déjà il est question de « responsabilité collective » et les arrestations se multiplient.

Les colons, cependant, trouvent tout cela notoirement insuffisant. Ils exigent un vaste bain de sang dans le genre de Madagascar ; il leur faut 100.000 victimes pour pouvoir rétablir le statu-quo nécessaire au maintien de leurs privilèges. Ils ont levé ouvertement l'étendard de la révolte contre le gouverneur général Soustelle qui ne leur résistera pas davantage que n'ont pu le faire ses prédécesseurs. Les

(Suite page 3.)  
V.T.

## QUI GOUVERNERA LA FRANCE ?

par C. HENRY

Tous les partis se préoccupent des prochaines élections. La question du gouvernement et du régime est à l'ordre du jour. Seul, le P.C., « premier parti de France », soutenu par la majorité des travailleurs, est silencieux sur cette question, au lieu de mettre le P.S. au pied du mur.

LES bagarres du congrès radical sont un reflet des inquiétudes et des déchirements de la bourgeoisie française. La situation en Algérie commence à hanter les responsables du capitalisme français, à un degré bien plus fort que ne l'a jamais fait la question d'Indochine. En France même les masses bougent à nouveau (grève des autobus, grève de la presse...).

Deux problèmes traduisent ces préoccupations de la bourgeoisie : celui de la Constitution et celui du gouvernement. Les capitalistes voudraient avoir un « Etat fort », mais ils ne savent trop comment y parvenir.

En matière de Constitution, des spécialistes se penchent sur tel ou tel article. Mais, dès maintenant, la vie politique est dominée par la préparation des élections générales de 1956.

La droite classique qui a gouverné depuis 1951, à l'exception du temps du ministère Mendès-France, veut pouvoir poursuivre sa politique ouvertement anti-ouvrière, répressive, sans avoir à craindre des accidents parlementaires. Edgar Faure, du parti radical, s'offre dès maintenant à mener cette majorité à la bataille électorale. Mais, pour le faire, il lui faut d'abord gagner son parti à cette orientation, sans parler des embûches qu'il rencontrera d'autres candidats à la Pinay.

Cependant, d'importants politiciens bourgeois et leurs alliés dans le Parti socialiste crient au danger d'une telle politique : il y a eu Août 53, et cette politique place le P.S. dans l'opposition aux côtés

(Suite page 2.)

# QUI GOUVERNERA LA FRANCE ? (suite de la page 1)

du P.C., ce qui favorise à l'extrême la réalisation du front unique.

Au congrès du M.R.P., des appels ont été adressés aux socialistes. Dans le P.S., il ne manque pas de leaders désireux de pouvoir répondre à de tels appels, mais la question de la laïcité vient s'interposer. Un Pineau organise une équipe qui veut préparer un programme et espère être le gouvernement d'après les élections.

Mais, dans le camp bourgeois, la décision dépend avant tout de ce que décidera le Congrès radical en octobre prochain ; d'où la violence du dernier congrès pour s'emparer de la machine administrative de ce parti. Si Mendès-France l'emportait, il offrirait aux socialistes une alliance sur un programme, accélérant la concentration de l'économie française, s'efforçant de diviser les intérêts des diverses couches de travailleurs, et tendant à enlever 2 ou 3 millions d'électeurs au P.C. Sur ce dernier point, comme sur les autres, son projet est utopique : le capitalisme français est bien malade dans un monde capitaliste bien malade, il n'a ni la force ni le temps pour procéder à de profondes réformes qui donneraient un nouveau regain à la social-démocratie dans notre pays.

Dans le meilleur des cas pour elle, la bourgeoisie gagne du temps. Elle n'est pas forte du tout, mais ses hommes politiques se démènent ; certains font preuve d'initiative et prolongent son agonie. Jusqu'à présent, ils ont eu la partie assez belle, du fait que les partis et organisations ouvrières de masse ont des directions sans perspectives et sans volonté.

\*  
\*\*

**A** la fin du mois de juin se tiendra le congrès du P.S. Nous verrons si le courant pour l'unité d'action avec le P.C., qui s'est manifesté depuis un certain temps avec un peu de netteté, s'exprime. Si la situation des masses et la politique réactionnaire œuvrent dans le sens de l'unité d'action, la résistance opiniâtre de la direction socialiste à celle-ci est encore favorisée par la politique de la direction communiste.

Mais celle-ci vient de faire un tournant. Au lieu de dire qu'il faut changer la politique extérieure pour pouvoir obtenir satisfaction sur les revendications, elle dit qu'il faut vaincre sur les revendications pour pouvoir obtenir un changement de politique extérieure. Au lieu des appels aux « bons Français », elle insiste sur les appels aux organisations socialistes. Cela est vrai et, si limité que soit encore ce tournant, il a contribué à changer un peu l'atmosphère dans le mouvement ouvrier. Il a fallu le complet échec de l'ancienne politique pour que la direction du P.C. songe à une autre politique qu'il n'était pas besoin d'être sorcier pour découvrir.

Mais elle aborde le front unique d'une manière incertaine et sans audace. Sous prétexte de ne pas permettre au P.S. de s'y refuser, elle ne met en avant que des revendications limitées, fragmentaires. *Au moment où toutes les formations politiques dans le pays font face à la question du gouvernement, le P.C. est le seul parti qui ne dit rien sur ce point.*

Toute l'affaire est théorisée par Thorez qui parle du socialisme pour un avenir indéterminé, mais reste dans le vague quant à l'avenir le plus immédiat.

Dans le cours de la discussion pour le Congrès de la C.G.T., les responsables syndicaux du P.C., Frachon, Marcel Paul, ont dit : « Maintenant on ne peut songer à une lutte révolutionnaire pour le pouvoir, et il ne peut être question de collaboration de classe. » Observons en passant qu'ils condamnent la collaboration de classe pour l'immédiat, mais pas celle qu'ils ont faite dans le passé (notamment au lendemain de la guerre) ni qu'ils renoncent à la faire à l'avenir si l'occasion s'en présentait.

Mais, voyons l'autre point : ils ne veulent pas songer à une lutte révolutionnaire pour le pouvoir, parce que le « rapport des forces » n'est, à leur avis, pas favorable.

Le rapport des forces n'est pas favorable ? Mais ne rappellent-ils pas fréquemment que le P.C. est le « premier parti de France », que la C.G.T. recueille de 60 à 70 % des voix dans les entreprises ? Ne se targuent-ils pas des nombreuses sympathies qui existent dans les classes moyennes des villes et des campagnes pour le P.C. ?

Que leur faut-il de plus pour améliorer le « rapport des forces » ? Il ne faut pas espérer pouvoir mordre bien davantage soit sur les couches arriérées du prolétariat soit sur les couches moyennes qui suivent le P.S. Dans ce cas, renoncent-ils à la lutte pour le pouvoir ? Il en est vraiment ainsi, puisque — avec une telle structure politique du pays et les ouvriers occupant les entreprises et étant armés — le rapport des forces n'était pas encore, selon eux, favorable.

Mais le nombre grandit des militants communistes qui pensent autrement, qui pensent que les occasions ont été manquées et qui veulent en éviter le renouvellement. Marty vient de dire clairement sur ce point ce que pensent confusément un très grand nombre de communistes et d'ouvriers révolutionnaires.

Le front unique sur des revendications limitées seulement, après une première impulsion résultant du changement de politique, ne pourra mener loin. Le front unique qui ne s'étend pas à un programme d'ensemble pour un gouvernement du front unique P.C.-P.S. n'aura que des effets limités inadéquats avec les nécessités de la situation.

*Si le Parti socialiste, sur sa gauche, n'est pas harselé par une*

*politique de front unique du P.C., pour conduire à un gouvernement P.C.-P.S., les appels d'un Mendès-France auront d'autant plus d'effet sur sa droite. Les manœuvres parlementaires auront le champ libre tandis que les militants socialistes de base n'auront pas de point d'appui pour leur lutte.*

La bourgeoisie ne sait pas dissimuler sa peur quand communistes et socialistes s'entendent pour faire élire un quelconque conseiller général. Que serait-ce si P.C. et P.S. s'entendaient avec la prétention de gouverner le pays ? L'enthousiasme des masses serait si grand, le rapport des forces serait si manifeste, qu'aucune force ne pourrait y résister.

Pour libérer le pays des trusts, pour aider les peuples colonisés à se libérer, pour mettre fin à une politique de misère et de préparation à la guerre, les travailleurs bousculeront des directions sans vigueur et sans courage, imposeront le front unique des grandes organisations politiques et syndicales, réalisant un programme de défense des intérêts des masses, de construction de la société socialiste.

## Une mise au point du P. C. I.

*Texte intégral de la lettre adressée par notre section à l'hebdomadaire « France Observateur »*

En réponse à la lettre d'un groupe de militants algériens parue dans le dernier numéro de *France-Observateur*, P. Frank et A. Duret, en tant que porte-parole de la section de la IV<sup>e</sup> Internationale en France qui publie le journal *La Vérité des Travailleurs* désirent faire la mise au point suivante :

1°) On ne peut que regretter les déplorables incidents qui se sont produits le 1<sup>er</sup> Mai à Vincennes. Leur origine réelle ne peut être recherchée que dans le soutien notoirement insuffisant du peuple algérien, de la part des grandes organisations ouvrières de la métropole. La responsabilité de ces incidents incombe entièrement aux dirigeants de la C.G.T. qui se devaient de réserver une place d'honneur aux travailleurs algériens à la pointe du combat commun et d'accorder la parole à l'orateur de leur choix. Imposer sous des prétextes futiles à ces travailleurs, par ailleurs victimes d'élections préfabriquées et d'incessantes brimades, un orateur qui n'avait pas leur agrément, était pire que de leur refuser la parole. C'était jouer sur les dissensions intérieures du Mouvement National Algérien et dénier au M.T.L.D. de Messali Hadj sa qualité de représentant authentique des grandes masses algériennes. Toutes choses intolérables qui ne pouvaient que

révolter les manifestants algériens et susciter leur méfiance envers le mouvement ouvrier français.

2°) L'organisation représentative des Trotskyistes est convaincue qu'il ne peut y avoir de salut pour les travailleurs algériens en dehors d'une étroite union avec le mouvement ouvrier français personnifié par ses grandes formations politiques et syndicales. Les dirigeants algériens doivent se persuader du désir profond et sincère de la grande majorité des travailleurs français de faire bénéficier la cause du peuple algérien du soutien actif et massif qu'il est en droit d'attendre du prolétariat de la métropole. Cette volonté de la base finira par prévaloir en dépit des réticences et manœuvres diverses des sommets.

3°) Notre mouvement, s'il a formulé comme il en avait le droit son interprétation des dissensions dont souffre le nationalisme algérien s'est gardé strictement par contre de s'immiscer dans ses affaires intérieures. L'idée de se servir du mouvement national comme masse de manœuvre pour régler les divergences qui nous séparent d'autres formations politiques est totalement étrangère à nos principes. Elle ne saurait venir à l'esprit d'un mouvement véritablement révolutionnaire ou de tout militant responsable de ses actes.

## L'AFFAIRE MARTY

*d'André Marty*

publiée aux « Éditions des 2 Rives »

Envoyez vos commandes au

SERVICE D'EDITIONS ET LIBRAIRIE

« LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS »

94, rue de Richelieu, Paris-2<sup>e</sup> — C.C.P. 6965-68, Paris

Chambres de commerce des trois départements d'Algérie font la grève. Le gouvernement doit faire appel à la haute autorité du maréchal Juin pour essayer de calmer les esprits.

Pratiquement une compétition s'engage entre les colons et le gouvernement dans la répression. Les fils des colons « rappelés » vont endosser l'uniforme pour être placés à la tête des milices chargées de défendre les propriétés et les récoltes de la famille. Le danger de vastes ratissages, d'une provocation monstrueuse se précise.

Le gouvernement ne doit pas être laissé en état d'appli-

quer tranquillement ses plans guerriers. La lutte doit s'engager dans la métropole pour empêcher la répression et l'emploi de plus en plus large du contingent. Il faut imposer la fin d'une guerre injuste, anti-populaire, réactionnaire. Le développement de la sale guerre en Algérie s'accompagnera inéluctablement du renforcement des forces fascistes en France.

Un large front anti-impérialiste doit se créer. De vastes manifestations et des mouvements de grève doivent faire cesser ce crime.

## Les travailleurs de France et leurs organisations doivent soutenir sans réserves leurs frères algériens

La campagne se poursuit dans « L'Humanité » en vue de faire retomber sur « un petit groupe de nationalistes algériens » la responsabilité des regrettables incidents du 1<sup>er</sup> mai.

Tout en s'efforçant d'apaiser les inquiétudes des militants ouvriers français, les leaders de la C.G.T. et du P.C.F. déploient des efforts non déguisés pour battre en brèche l'influence de masse du M.T.L.D.

On comprend ce que cette attitude peut avoir d'irritant dans le moment actuel pour les militants nationalistes, et qu'elle n'est pas faite pour sceller l'alliance indestructible des travailleurs français avec

leurs frères algériens. Déjà, des militants communistes de chez Panhard, excités par cette campagne anti-messaliste, se sont laissés aller à frapper violemment les distributeurs d'un tract algérien

### Petit retour sur le passé

Il faut véritablement manquer de pudeur pour accabler le mouvement national algérien. Il s'agirait d'être sérieux et de ne pas prendre les militants pour des imbéciles frappés d'amnésie par surcroît. Dans un tract aux « Frères Algériens » du 5 mai, le P.C.F. écrit :

« Le Parti Communiste Algérien soutient sans défaillance depuis plus de 30 années les aspirations nationales du peuple algérien. »

S'il en est ainsi comment se fait-il que le Parti Communiste algérien soit squelettique, qu'il ne recueille qu'un nombre de voix insignifiantes aux élections dans les collèges musulmans, que ses seuls élus soient des Européens ? On aimerait en connaître l'explication de la bouche de Feix, Tollet et Dufrieux.

Pourtant, nulle part ailleurs, le P.C.F. n'avait un champ mieux approprié pour étendre durablement son influence. C'est dans la banlieue industrielle de la Région Pa-

risienne que *L'Etoile Nord-Africaine* prit son essor et se développa sous l'énergique impulsion de Messali Hadj, à partir de 1926. *L'Etoile Nord-Africaine* lutta au coude à coude avec le mouvement ouvrier français en étroite collaboration avec le Parti Communiste. Elle prit une part active à la lutte contre le fascisme en 1934. Elle fut un artisan de l'unité d'action ouvrière. Elle signa en 1935 le pacte du Rassemblement Populaire et participa en masse compacte aux grandes manifestations des années 1935-36. Messali Hadj parla dans tous les grands meetings de cette époque, fit échec à l'enrôlement des Nord-Africains dans les troupes fascistes du comte de La Rocque et incita ses compatriotes à rester inébranlablement soudés aux prolétaires français lors de la grande vague gréviste.

Tous les espoirs de *L'Etoile* étaient fondés sur le soutien de ses revendications et de ses aspirations légitimes par le mouvement ouvrier français.

### Le coup de poignard dans le dos

On connaît la suite : le Front Populaire, loin d'œuvrer à l'émancipation des Algériens, fit déferler sur eux la répression. Le gouvernement présidé par Léon Blum prononça en janvier 1937 la disso-

lution de *L'Etoile Nord-Africaine*. Le P.C.F. laissa faire. En août 1937, toujours sous le Front Populaire dont il était un des membres fondateurs, Messali est arrêté puis condamné à deux ans de prison.

### La tuerie de Mai 1945

Au terme des noires années de guerre, De Gaulle fait miroiter certaines promesses de « libéralisme ». Le mouvement ouvrier métropolitain au sortir de la résistance paraît tout puissant, prêt à changer une bonne fois la face des choses. Le poste de gouverneur général à Alger est occupé par un socialiste. Le gouvernement comprend force ministres socialistes et communistes. Les nationalistes algériens croient venu le moment de faire valoir leurs légitimes revendications. Les colons ripostent par la monstrueuse provocation du 8 Mai 1945 qui se solda par le massacre de 45.000 Algériens.

Se trouvant au gouvernement et y demeurant à ce moment, le Parti

Communiste Français endosse la responsabilité de cette répression sauvage. Il se livra en outre à une infâme calomnie envers le P.P.A. qu'il traita durant des mois de parti fasciste, l'identifiant avec le P.P.F. de Doriot. Le discours de P. Fayet à la séance de l'Assemblée Consultative Provisoire du 11 juillet 1945 atteste cette orientation. Il y parle « des agents de la cinquième colonne, membres connus du Parti Populaire Français et du Parti du Peuple Algérien, agissant par tous les moyens pour affaiblir tout ce qui pouvait servir la France ». (J.O. du 12-7-45). Il s'y indigna qu'on ait choisi pour lieu de résidence forcée à Messali, la commune de Rebel où il pouvait se concer-

ter régulièrement avec ses amis et où, « en toute tranquillité, il a travaillé à l'organisation de la région dont les habitants étaient auparavant très calmes ».

Il est certes plus facile aujourd'hui de s'en prendre à « certains dirigeants nationalistes » et d'évoquer le spectre des « aventuriers trotskystes » que d'opérer une véritable auto-critique afin de liquider une bonne fois la source des difficultés existantes entre les organisations algériennes et les organisations ouvrières françaises. Rappeler

### Pour surmonter les dissensions

Les camarades algériens ont toutes les raisons d'être susceptibles et tendus alors que se mène chez eux une lutte sans merci à laquelle ils entendent concourir de leur mieux. Ils connaissent la puissance du prolétariat français qu'ils ont vu mener de grandes grèves, des luttes grandioses. Ils s'étonnent que cette grande force ne soit pas mise en mouvement pour leur venir en aide dans une lutte qui concerne les travailleurs des deux côtés de la Méditerranée.

Les travailleurs nord-africains ont trop souvent servi de force d'appoint. On s'est servi de leur combativité, de leur courage, en sacrifiant aisément leur cause quand elle devenait gênante dans le cadre des visées tactiques proprement françaises du moment. De facteur subordonné, le fait « colonial », le fait algérien et nord-africain doit passer au centre de la stratégie ouvrière.

Les petites manœuvres, les mesquineries indignes doivent cesser.

### Les Comités d'action

Le tract du P.C.F. appelle à la « constitution partout, en premier lieu dans les entreprises, des comités d'action contre la répression en Algérie ».

Ce mot d'ordre n'a encore trouvé qu'un écho limité dans *L'Humanité*. Les dirigeants du P.C.F. déploieront-ils dans ce sens, ne serait-ce que la moitié de l'effort qu'ils firent pour susciter le triste « front national uni » ?

ce passé ce n'est pas ranimer la plaie au cœur des travailleurs algériens ; c'est une nécessité pour que les militants ouvriers saisissent bien l'origine et le bien-fondé des réticences qu'ils peuvent rencontrer de la part de leurs camarades algériens. C'est une nécessité pour comprendre que l'on doit redoubler de prévenance auprès de ces camarades, que l'on doit leur offrir le maximum de garanties de démocratie, de liberté, au sein du mouvement ouvrier, que l'on doit respecter strictement l'indépendance de leurs organisations nationales.

C'est la devise de l'impérialisme : diviser pour régner. La C.G.T. n'a pas à jouer l'une contre l'autre les diverses fractions du mouvement national algérien comme elle l'a fait le 1<sup>er</sup> Mai. Les camarades algériens ont la sensation que le P.C.F. met à profit l'illégalité dans laquelle se trouve rejeté le M.T.L.D. pour opérer une petite manœuvre de débordement qui n'est pas des plus élégantes. Quoiqu'il en soit, il est tout de même surprenant de ne plus trouver le mot d'ordre de la levée de l'interdiction du M.T.L.D. dans les appels et résolutions du P.C.F. et de la C.G.T. ! De même, aucune campagne n'est menée pour la libération de Messali Hadj tenu séquestré sur le territoire français, en complète violation des lois. *L'Humanité* ignore le nom du plus grand leader algérien qui mérite le respect et l'admiration de tous les travailleurs, symbole vivant de l'inflexible volonté d'émancipation du peuple algérien.

Ils ont bien su trouver la voie et les moyens de créer l'alliance contre nature avec Daladier et les Gaullistes du P.P.F. On ne nous dira pas qu'il est plus difficile de susciter un large front de défense du peuple algérien devant rassembler toutes les forces vives du mouvement ouvrier, le plus grand nombre d'organisations populaires.

L'UNION DES TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET ALGÉRIENS SE SCILLERA DANS L'ACTION.

# Un programme de front unique pour un gouvernement ouvrier

Dans le dernier numéro de la *Vérité des Travailleurs*, nous écrivions qu'il était encore trop tôt pour savoir si le P.C.F. avait changé de politique. La dernière session du Comité Central nous permet de répondre.

Sans doute jamais encore il n'avait été tant parlé du Front Unique de la classe ouvrière. (Rapport de François Billoux, discours de clôture de Maurice Thorez).

Il est bon que la direction du P.C.F. ait proposé à plusieurs reprises l'unité d'action au Comité directeur du P.S., sur des points particuliers (revendications, fabrication de la bombe atomique, désistement réciproque, laïcité).

Mais cependant les travailleurs attendent autre chose. Ces dernières années, ils ont participé à de grandes luttes, notamment en Août 1953. Depuis lors, la classe ouvrière n'a connu aucune défaite, sa combativité reste intacte comme la situation dans les entreprises le prouve (mouvements, dépôts de revendications, très peu d'abstention aux élections des délégués où les candidats de la C.G.T. gagnent des voix un peu partout). Cependant un certain malaise règne. Les travailleurs sentent qu'il n'est pas suffisant de faire grève pour des revendications partielles, ils veulent obtenir la satisfaction durable des revendications qui figurent dans les programmes d'action des différentes centrales syndicales auxquelles ils adhèrent. Leur confiance a besoin d'être stimulée par des perspectives qui devraient leur donner la C.G.T. et surtout le Parti Communiste Français.

En ce moment, dans la C.G.T., on parle beaucoup du « rapport des forces » : Marcel Paul, André Lunet, Benoît Frachon après avoir taxé curieusement les positions de Raynaud et de Lebrun de « gauchistes » (ainsi que nous l'avons souligné dans le dernier numéro de notre journal) en sont venus maintenant à les caractériser plus justement comme réformistes.

Mais ce qualificatif leur sert de prétexte, en expliquant que le rapport de forces ne permet pas d'aborder les problèmes de structure du régime, pour esquiver les vrais problèmes : la préparation d'un gouvernement prenant des mesures anticapitalistes. Le rapport des forces internationalement et nationalement est à l'avantage de la classe ouvrière.

C'est pourquoi le P.C.F. ne doit pas se contenter de faire des propositions sur tel ou tel point particulier. C'est avec un programme acceptable pour les deux partis qu'il doit s'adresser au Parti Socialiste :

Front unique pour de nouvelles élections, contre l'Etat d'urgence, pour les revendications, la laïcité, dénonciation du Pacte Atlantique, des accords de Londres et de Paris, sans que cela signifie l'entrée dans une autre coalition militaire envers laquelle les socialistes sont méfiants (1).

Ce programme ne pourrait être appliqué que par un gouvernement du P.C.F. et du P.S. prenant des mesures anticapitalistes. Tel devrait être le langage de la direction du P.C.F. Tel devrait être le programme pour un gouvernement de Front unique et non le programme en 7 points proposé pour le désistement aux élections cantonales, qui ne permet pas de poser la question concrète de l'issue de la lutte ouvrière : LE GOUVERNEMENT.

Toute cette politique doit être menée avec persévérance, car les dirigeants socialistes n'accepteront que dans la mesure où ils ne pourront pas faire autrement.

Mais pour appliquer cette politique, il faut rompre avec toute ligne de collaboration avec la bourgeoisie. François Billoux écrit dans son rapport au Comité Central :

« Il est désormais possible d'aller rapidement à un rassemblement de toutes les forces nationales et démocratiques... cela dépend essentiellement du développement ininterrompu

et impétueux du Front unique entre les travailleurs communistes et socialistes ».

Nous avons maintes fois expliqué dans ce journal, que le P.C.F. avait en vue une fraction de la bourgeoisie lorsqu'il employait cette expression des « énergies nationales et démocratiques » et non les classes moyennes.

Le Front Unique n'a pas pour objectif un gouvernement P.C.F.-P.S., mais d'amener à composition une partie de la bourgeoisie. Le passé a montré que cette politique conduisait à un marché de dupes pour la classe ouvrière.

On peut nous dire : « Vous faites un procès d'intention au P.C.F. : avant le Comité Central d'Auvervilliers vous aviez raison de dire que l'objectif était de collaborer avec une partie de la bourgeoisie. Le Bureau Politique ou le Comité Central ne s'adressaient pas alors au Parti Socialiste en tant que tel parce que, précisément, les dirigeants se rendaient bien compte que les « bons Français » n'accepteraient le « Front National Uni » que dans la mesure où leur donnerait des garanties plus ou moins tacites de ne pas tout faire pour promouvoir le Front Unique Ouvrier tant redouté par Palewski, Daladier et autres (la « sagesse » du PCF n'a d'ailleurs pas été couronnée de succès). Mais maintenant ! »

Le discours de clôture de Maurice Thorez apporte la preuve qu'il ne s'agit pas du véritable Front Unique avec comme objectif un gouvernement de Front Unique des partis ouvriers :

« Le rassemblement des forces démocratiques nationales deviendra une réalité irrésistible qui ne manquera pas de trouver aussi son expression sur le plan parlementaire ».

La plus grande place donnée au Front Unique n'a pas d'autre but que d'obtenir ce que le Front National Uni ni le débauchage individuel des militants socialistes n'avaient pu obtenir :

Trouver une fraction de la bourgeoisie avec qui il soit possible de réaliser un compromis gouvernemental dans lequel le P.C.F. lui offre la possibilité de subsister en dépit de la menace des travailleurs... pourvu qu'elle consente à changer de politique extérieure (1).

1936 et 1945-47 ont fait la démonstration du caractère utopique et néfaste de cette conception. Les travailleurs, ceux du P.C.F. en tête, exigeront un véritable front unique prolétarien pour un gouvernement qui représente leur force véritable : le gouvernement du P.C.F. et du P.S.

R. MERLIN

(1) à ceci s'ajoute le fait que le tournant relatif marqué en dernier C.C. du P.C.F. sur la question du Front Unique n'est accompagné d'aucune auto-critique sur la conception erronée du « Front Unique à la base » laissant ainsi la porte ouverte à tous les retours en arrière.

## DUCLOS PEINE...

« Tout journal respectueux de l'objectivité la plus élémentaire se serait préoccupé de faire parler les deux interlocuteurs. C'est le reproche que l'Humanité adressait à *Franc-Tireur* qui citait Mendès-France et non Thorez en parlant des positions opposées de l'un et de l'autre. Ce reproche se trouvait en page 5. Mais à la page 4, Duclos publiait sa longue diatribe contre Marty, sans mentionner — sauf deux ou trois lignes éparpillées pour les rendre inexplicables — les points de vue de Marty.

Que dire de la réponse de Duclos ? Tout d'abord, l'accusation de policier a disparu totalement. Même les injures et les injures sont moins nombreuses que jadis. En fait Duclos, qui a eu des échos de ce qui se dit dans le parti communiste, a compris qu'il devait donner une certaine allure politique à son article.

Ne pouvant discuter honnêtement orientation politique, Duclos s'efforce de nier le problème, en soulignant d'autres histoires : qu'a fait Marty tel jour ? et en telle circonstance ? etc. Mais, dans tous ces cas, Marty a agi en tant que membre de la direction du parti communiste ; ce qui est en cause, ce n'est pas l'acte ou la responsabilité de tel ou tel membre de la direction, il s'agit de savoir si la politique suivie était correcte ou non. Sur ce plan, Duclos se dérobe à tout débat.

Qu'il devient difficile de conserver la « ligne » en tous ses aspects ! Le temps des bureaucrates et des guépéoutistes s'achève, Duclos !

## « L'affaire Marty »

Ce n'est pas seulement un livre que vient de publier André Marty. Ce n'est pas seulement une étude politique sur laquelle on peut discuter. Marty vient de faire essentiellement un acte politique de la plus grande importance pour le mouvement ouvrier, un acte qui doit trouver l'appui de tous ceux qui visent à la construction d'un parti révolutionnaire capable de conduire les masses au socialisme. C'est parce que c'est un acte révolutionnaire que l'on verra contre lui la conspiration du silence de la grande presse bourgeoise qui ne se complait que dans les scandales qui peuvent éclater dans le PC.

Dans les longs monologues de Mauvais en 1952, sous un énorme tas d'accusations infamantes se trouvaient quelques accusations d'ordre politique. On pouvait en déduire que la direction du PC redoutait ces positions politiques et voyait en Marty un porte-parole de celles-ci. Mais l'immense majorité des membres, abasourdis sous la campagne, ne comprit pas que Marty était baillonné... et passa à l'ordre du jour, sans y voir clair politiquement.

Il est dommage, dans un sens, que ce livre — qui, déclare Marty, a rencontré des obstacles à sa publication — ne paraisse que maintenant. Toutefois, à quelque chose malheur est bon. Au cours des 30 mois qui se sont écoulés, les problèmes qu'il traite sont plus d'actualité que jamais ; et surtout, nombre d'événements se sont chargés de rendre les esprits des militants communistes plus perméables à ces idées. Les changements en U.R.S.S., l'échec de la politique des « bons Français », l'accent sur le front unique avec les organisations socialistes, la volte-face envers Tito, etc... tout cela a ouvert bien des cerveaux, qui voient une direction faillie, incapable de se réorienter, et se faisant prendre la main dans le sac à procéder à des tripatoeuilles de photographie.

### LA PREMIERE EXPRESSION D'UN COURANT COMMUNISTE

Apparemment, Marty se trouve isolé. Mais on ne peut juger ce qui se passe dans le PC à la façon du Parti socialiste où une tendance peut se manifester assez normalement et, dans des conditions données, s'organiser même. Le régime du PC exige une approbation de ce qui descend d'un échelon à l'autre. Ce « monolithisme » est artificiel ; mais sous la pression des événements, naissent et vivent des idées différentes de celles qui sont exprimées officiellement.

Il n'y a certainement pas un courant organisé autour de Marty et des idées qu'il vient d'exprimer. A vrai dire, c'est avec ce livre que commencent seulement à être formulées les positions de ce courant potentiel. C'est après la lecture de ce livre que tel militant communiste se dira : je pensais cela sur les pétitions, ou sur les milices, ou sur la guerre d'Indochine.

Il sortira de cette lecture non seulement renforcé dans sa pensée, mais pour la première fois avec l'idée que ce n'était pas chez lui une incompréhension ou un doute sur un point, mais l'expression d'une opposition inconsciente à la politique du CC qu'il approuvait automatiquement. Ce militant sera ainsi stimulé parce que ces idées viennent précisément de quelqu'un qui a fait la même expérience que lui et qui, en dépit de tout, reste une autorité pour lui.

Ce mouvement de pensée n'est pas particulier à Marty et à des communistes de France. Il se manifeste, sous des formes différentes mais dans le même sens, par exemple en Italie et en Belgique.

### POUR UNE DIRECTION REVOLUTIONNAIRE

Marty s'exprime sur toute une série de questions : la lutte pour les revendications, le front unique, la lutte contre le colonialisme, la lutte contre la guerre, le régime du parti, l'Internationale... Mais une idée centrale domine : la direction du PC a renoncé à la lutte pour le pouvoir aux travailleurs, elle n'a pas été à la hauteur des circonstances favorables, elle s'est désqualifiée comme direction révolutionnaire.

« CES LIGNES SONT ECRITES POUR QUE LA PROCHAINE OCCASION NE SOIT PAS MANQUEE COMME LES AUTRES, POUR

# un livre à faire lire, un acte politique à soutenir

QUE, CETTE FOIS, SE CREE UNE DIRECTION REVOLUTIONNAIRE DES GRANDS MOUVEMENTS POPULAIRES QUI MURISSENT ET QUE RIEN N'EMPECHERA D'AGIR. » (p. 251).

On a loupé le coche, il ne faut plus que ça se renouvelle aux prochaines occasions qui ne manqueront pas de se présenter : ce sont là des idées essentielles — un bilan très exact du passé et

## Pierre Frank

une volonté bien nette pour l'avenir — qui gagnent de très nombreux militants. Le livre de Marty va contribuer à clarifier et stimuler ces aspirations.

### SUR QUELLE EXPERIENCE S'APPUIE CE COURANT

La question du pouvoir aux travailleurs, la question d'une direction révolutionnaire. Sur ces deux questions, vraiment essentielles, la pensée de Marty converge avec celle de notre mou-

vement. Il en est de même sur d'autres questions importantes, comme le front unique. Il en est d'autres où existent des divergences. Le contraire serait surprenant, étant donné que les deux expériences sont profondément différentes. Notre mouvement s'est rassemblé voici plus de 25 ans autour de l'opposition russe et, depuis lors, a consolidé sa base théorique mais n'a été qu'une faible minorité, pouvant à peine exprimer ses vues dans le mouvement ouvrier.

Par contre, Marty, c'est une aile du mouvement ouvrier français qui n'a pas pendant de longues années analysé les évolutions de l'U.R.S.S., les a subies sans s'en rendre compte, n'y a vu que des manœuvres tactiques, lui permettant de gagner la confiance de la classe ouvrière et elle a d'autant moins été portée à cet examen critique que, pendant ce temps, en dépit de quelques fluctuations, le P.C. a gagné en autorité dans la classe ouvrière. Aujourd'hui, Marty, et avec lui de très nombreux militants qui dirigent des sections et des cellules du P.C., des sections syndicales de la C.G.T., etc... s'aperçoivent que, dans ces évolutions tactiques, on a oublié le but essentiel : la lutte pour le pouvoir, dans des circonstances propices.

### SOUTENIR CE COURANT

Et cela dicte la conduite de notre mouve-

ment. Nous ne manquerons pas, dans des articles, de discuter tel ou tel point de vue. Mais la tâche essentielle pour nous est de soutenir ce courant qui porte en lui le renouveau du communisme en France, de l'aider de toutes nos forces à s'exprimer, à se manifester.

La tâche première, aujourd'hui, c'est de donner ce livre au plus grand nombre de militants ouvriers et de faire que l'acte de Marty rencontre l'écho le plus puissant. Nous le répétons : le moment est favorable. Il ne s'agit pas, comme ce fut si longtemps notre cas, d'un programme défendu à contre courant qui ne pouvait toucher que des individus. Il s'agit d'un appel à une tendance large, aux éléments les plus combattifs de la classe ouvrière, aux plus dévoués, pour un parti qui ait une *politique de classe*, une politique qui ne soit pas entravée par des considérations de diplomatie internationale, une politique qui veut exploiter à fond les mouvements de masse qui mûrissent.

Encore une fois, ne nous bornons pas à saluer un livre plein de combativité et de confiance dans la classe ouvrière. C'est une arme dont il faut se servir pour faire avancer la révolution prolétarienne.

Voici, extraits du livre d'André Marty, des passages qui nous semblent saisir le plus exactement sa pensée et son orientation.

### AVANT 1923

« Aujourd'hui le groupe dirigeant le P.C.... supprime l'action héroïque de Pierre Monatte et Alfred Rosmer (de la *Vie Ouvrière*, la vraie), de Raymond Péricat entre autre, celle de Pierre Semard et de Richetta, de Tomasi (Paris) et de Flandrin (Toulon), celle des Bouet et des François et Marie Mayoux (instituteurs), tous syndicalistes... » (page 95.)

« Remplacer le rappel des magnifiques exemples de ténacité, de sacrifice... par la proclamation que le Parti Communiste est l'œuvre de Thorez... c'est d'abord falsifier les faits. C'est surtout cacher au prolétariat français que même lorsqu'il fut trahi par les dirigeants de ses organisations, il a trouvé en lui les éléments restés révolutionnaires qui ont réussi à recréer l'outil indispensable à sa libération de l'esclavage capitaliste. » (page 96.)

« En septembre 1923, c'était la révolution prolétarienne presque certaine en Allemagne. C'était l'envoi des troupes françaises pour écraser cette nouvelle révolution. Il fallait donc mettre en jeu toutes les forces pour que les soldats français fraternisent avec les ouvriers allemands insurgés. C'est pour cela que j'ai donné mon adhésion au P.C. et seulement pour cela. » (page 115.)

### AOÛT 53

« Seul un mécontentement profond peut déclencher un tel mouvement... La paralysie des gouvernements tripartites 1945-46, puis la politique de plus en plus antiouvrière, réactionnaire des gouvernements qui suivirent, montre aux travailleurs que des élections ne suffisent pas pour obtenir un changement. » (page 129.)

« ...En ce qui concerne le P.C.F., ce qui a étonné c'est la mollesse extraordinaire de sa direction à tous les échelons. Son attitude a été typiquement réformiste. » (page 131.)

### LA GUERRE D'INDOCHINE

« Si elle commença, c'est à cause du compromis honteux qui porta nom de « tripartisme ». Les ministres M.R.P., principaux soutiens impérialistes et réactionnaires de de Gaulle, avaient à côté d'eux des ministres socialistes et des ministres communistes qui entraînaient leur parti. Dès le début cependant, le peuple français était opposé à cette guerre ; mais rien de sérieux n'a été fait pour l'appeler à l'action en vue de la faire cesser. » (page 170.)

« Quelle différence avec ce que fit le P.C. contre la guerre du Maroc. » (page 173.)

« Pendant ces huit ans de guerre, les refus d'obéissance, les désertions, les rébellions même furent nombreux en Indochine dans les forces militaires ; ils amenèrent des centaines de condamnations au bagne et même des exécutions capitales. Il y eut 10.302 militaires condamnés. Tous les partis les ont cachées. » (page 175.)

### LA GUERRE

« La guerre que prépare et que veut l'impérialisme américain — et son complice britannique — est donc l'expression poussée à l'extrême de la lutte des classes, de la lutte internationale de l'impérialisme contre la classe ouvrière et ses alliés naturels, les peuples des colonies en lutte pour la liberté. » (page 185.)

« S'il n'y a pas action propre du prolétariat, le Mouvement de la Paix à lui seul n'est pas capable de faire reculer les monstres qui préparent la guerre atomique. » (page 189.)

« Nous savons que les dirigeants socialistes allemands comme d'habitude ne mettront pas leurs actes en accord avec leurs paroles, mais puisqu'ils ont gagné des voix, c'est qu'une masse de travailleurs allemands croit en ce qu'ils disent. Au dernier congrès du parti social démocrate allemand, fin juillet 1954, n'y a-t-il pas eu une forte opposition à tout réarmement ? Cela veut dire que malgré les pertes terribles subies pendant vingt ans de régime hitlérien, il existe toujours un prolétariat révolutionnaire allemand... S'il se sent soutenu en premier lieu par l'attitude des travailleurs de France, son opposition à la guerre grandira. Cela veut dire : nous devons réclamer de notre gouvernement l'évacuation militaire de l'Allemagne par les forces militaires françaises et alliées ; cette occupation militaire non seulement n'empêche rien, mais au contraire couvre les préparatifs militaires du gouvernement Adenauer et l'activité des hitlériens. » (pages 195-196.)

### L'INTERNATIONALE

« Ce fut en France, toujours une règle que tout mouvement ouvrier soit aussitôt soutenu par ceux des travailleurs des autres pays. Aujourd'hui, tout se réduit à quelques informations insuffisantes, même lorsque se produisent de grands mouvements ouvriers. Pourquoi y a-t-il un tel silence ? Parce qu'il n'existe pas d'Internationale ouvrière révolutionnaire. » (page 209.)

« Il est plus que jamais nécessaire de reconstituer une Internationale ouvrière révolutionnaire. » (page 209.)

« Le Bureau d'Information des partis communistes et ouvriers qui ne comprend que les représentants de deux P.C. des pays capitalistes n'est évidemment pas une Internationale. L'Association Internationale des Travailleurs (de tendance libertaire) ainsi que la IV<sup>e</sup> Internationale (trotskyste) sont des organisations embryonnaires. » (page 211.)

### FRONT UNIQUE

#### ET GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN

« ...Le parti communiste aurait dû s'adresser au parti socialiste pour, avec lui, organiser l'action de soutien et d'élargissement de la grève.

« Ainsi qu'il a été dit, l'orientation des grévistes se dirigeait contre le gouvernement.

« C'était donc le moment d'élaborer un programme minimum de front unique entre parti communiste et parti socialiste pour un gouvernement ouvrier et paysan.

« Le comité central de grève de Nantes concentré en son sein les représentants de tous les travailleurs en lutte, unis pour faire aboutir les mots d'ordre de la grève sans distinction de tendances syndicales, politiques ou religieuses. Ce comité central de grève commençait à agir comme un comité populaire révolutionnaire.

« Ainsi, ce comité central de grève s'opposait directement au pouvoir d'Etat bourgeois ; il était déjà le germe d'un deuxième pouvoir, le pouvoir populaire.

« Supposez que cet exemple de Nantes ait été immédiatement popularisé dans toute la France par la presse communiste et socialiste ; au moment où les P.T.T. et les cheminots tenaient toutes les communications et tous les transports du pays, il n'aurait pas fallu quinze jours pour que de pareils comités naissent et se développent rapidement dans tous les gros centres ouvriers grâce à l'impulsion du Parti communiste et du Parti socialiste.

« N'est-ce pas que dans ces conditions le Parlement se serait réuni en quelques jours ? Ces comités révolutionnaires n'auraient eu qu'à poser comme revendications essentielles : annulation immédiate des décrets-lois (contraires à la Constitution de la République), annulation de la loi électorale des apparentements, dissolution immédiate de l'Assemblée et élections générales avant trois semaines au scrutin de liste. Comme à ce moment-là, les paysans du centre, du centre-ouest, du midi, commençaient les barages sur les routes, comme instituteurs, professeurs et étudiants étaient de plus en plus mécontents de l'insuffisance des crédits de l'Enseignement, on aurait eu des élections menées par ces comités populaires révolutionnaires soutenus par le P.C. et par les socialistes partisans du front unique et appuyés sur de puissants mouvements ouvriers et paysans. » (pages 229-230.)

« Pour que ça change réellement, il faut donc un puissant mouvement de masse... Grâce à lui se constituera un nouveau gouvernement de transition, mais décidé à appliquer un programme révolutionnaire. » (page 232.)

### QUE ÇA NE RECOMMENCE PLUS !

« A nouveau, en août 53, nous avons laissé passer une nouvelle occasion d'agir effectivement « pour que ça change ». Ces lignes sont écrites pour que la prochaine occasion ne soit pas manquée comme les autres, pour que cette fois se crée une direction révolutionnaire des grands mouvements populaires qui mûrissent et que rien n'empêchera d'agir. » (page 251.)

# Le programme d'action de la C.G.T. devrait être

Il a fallu rééditer les articles de la « Tribune de discussion » du *Peuple*, dans *La Vie Ouvrière*, les tirages ont été augmentés, et malgré tout, la demande n'est pas satisfaite. Ce fait à lui seul est déjà une réponse à ceux qui prétendent que les questions de programme, de gouvernement, de perspective n'intéressent pas les travailleurs, qu'elles « sont loin des préoccupations quotidiennes des travailleurs » (Le Léap). Ce brusque succès de librairie est au contraire la preuve que ce sont ces problèmes qui les préoccupent.

## Les travailleurs veulent une réponse

Et comment ne chercheraient-ils pas une réponse à ces questions quand l'expérience qu'ils ont vécue en 1936, en 1944, en 1953, a montré et démontré que toutes les améliorations qu'ils ont arrachées dans la lutte leur sont reprises peu après parce que le patronat garde sa domination économique et politique ? Comment ne chercheraient-ils pas une réponse plus complète que la seule énumération de leurs revendications quand ils ont vu le gouvernement capitaliste, toujours debout après leurs grands combats, leur en arracher tous les résultats et au delà ? Comment ne chercheraient-ils pas une réponse à la question : qui va diriger le pays demain ? quand ils voient tous les partis préparer mille combines électorales pour maintenir des gouvernements au service des patrons après les élections de 1956 ? Comment ne chercheraient-ils pas une réponse quand, à travers les grèves contre les abattements de zone, contre les cadences, pour les salaires, ils sentent qu'un grand mouvement de lutte est en préparation et qu'ils veulent ne pas rentrer comme après août 53 avec sur le dos le gouvernement au service des exploités ?

Il faut arracher le gouvernement du pays aux partis de la bourgeoisie car le capital en décomposition ne peut plus améliorer le sort des travailleurs. Cette thèse marxiste, c'est par leur sueur et leur sang que les travailleurs en ont ressenti la réalité. Et ils demandent à leurs dirigeants : que voulez-vous faire ?

## Leurs dirigeants s'y dérobent

D'un côté Le Brun-Rouzaud s'inquiètent d'avoir « un programme constructif » pour aider les capitalistes à trouver les 3.000 milliards que coûterait — paraît-il — la satisfaction du programme revendicatif de la C.G.T. De l'autre Frachon-Le Léap répondent : la C.G.T. n'a pas besoin d'avoir plus qu'un programme revendicatif.

Les uns et les autres avancent des arguments pour attaquer leurs opposants sur leurs points faibles. Et ces arguments sont souvent judicieux. Mais d'un côté comme de l'autre, ils ne servent qu'à appuyer une réponse fautive.

Comment mobiliser les masses sans dire ce qu'elles feront lorsque le rapport de force sera en leur faveur ? demandent les premiers. C'est désorienter les travailleurs que de leur faire croire que l'on peut « diriger », « planifier » le capitalisme, nous n'avons pas à apporter un « programme constructif » aux patrons ; ce sont eux qui dirigent l'économie de l'Etat, c'est à eux de trouver de quoi améliorer quelque peu le niveau de vie des travailleurs, disent les seconds. Et ils ont à moitié raison, c'est-à-dire tous les deux.

Les travailleurs n'assistent pas à cette discussion comme à un match de football. Que les uns ou les autres marquent des points sur des arguments secondaires ne les satisfait pas. Ils veulent une réponse à une question vitale : comment avoir un gouvernement au service des travailleurs ? Oui, il nous

faut une perspective d'ensemble disent-ils avec Rouzaud. Non, nous ne voulons pas d'un « programme constructif » pour les capitalistes, disent-ils avec Frachon. Mais qui proposera « un programme constructif » pour les travailleurs ? Sous prétexte qu'il ne faut pas se lier les mains par un programme réformiste (comme celui que propose Le Brun) il n'en découle pas qu'il ne faut plus de programme du tout (comme l'affirme Frachon).

Frachon montre le caractère nocif du programme de 1953 que reprend Le Brun. Mais ensuite il se détourne de ce qu'il vient de dire pour montrer que les propositions de Le Brun-Rouzaud sont trop révolutionnaires pour être appliquées aujourd'hui. Rouzaud ayant cité Lénine, Frachon lui répond : « Cela se passait en pleine période révolutionnaire. Quelques mois avant la venue au pouvoir du gouvernement des Soviets ». Comme nous ne sommes pas en pleine période révolutionnaire, Frachon en conclut qu'il ne faut pas de programme du tout. Il insiste en citant Lénine à son tour. « Dans l'intérêt de qui ? (est dirigée l'entreprise nationaliste B.F.) — Ou bien dans l'intérêt des grands propriétaires fonciers et des capitalistes et nous avons alors un Etat non pas démocratique révolutionnaire, mais bureaucratique réactionnaire, une République impérialiste. — Ou bien dans l'intérêt de la

démocratie révolutionnaire : et alors c'est une étape vers le socialisme. Laquelle des deux solutions peut-on choisir maintenant ? »

## Le programme de Lénine

On voit le raisonnement : ou tout ou rien. Ou bien on fait la révolution prolétarienne ou bien on se contente de revendications journalières. Ou bien le programme minimum ou bien le programme maximum. Mais les travailleurs sont en droit de demander à B. Frachon : *Comment passer de la lutte pour le premier à la lutte pour le second ?* Lénine, dont l'exemple est tant utilisé par chacun, n'a certainement jamais proposé un programme réformiste aux ouvriers. Mais s'est-il contenté, pour cela, de défendre les revendications immédiates et, un beau jour, de lancer le mot d'ordre de l'insurrection prolétarienne ? Bien sûr que non ! Partant des revendications il préparait la révolution en montrant sans arrêt que pour les satisfaire et les garantir il faut bien le contrôle total qu'exercent les capitalistes, les trusts et les banques sur l'Etat et sur l'économie. Les travailleurs doivent contrôler la production et la comptabilité dans les entreprises, les nationalisations doivent se faire sans indemnité ni rachat, les partis ouvriers doivent prendre le gouvernement afin de

## Le programme de lutte anticapitaliste des travailleurs

(Extrait du « Programme Transitoire 1938 » de la 4<sup>e</sup> Internationale)

La tâche stratégique de la prochaine période — période pré-révolutionnaire d'agitation, de propagande et d'organisation — consiste à surmonter la contradiction entre la maturité des conditions objectives de la révolution et la non-maturité du prolétariat et de son avant-garde (désarroi et découragement de la vieille génération, manque d'expérience de la jeune). Il faut aider la masse, dans le processus de sa lutte quotidienne, à trouver le pont entre ses revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de REVENDICATIONS TRANSITOIRES, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat.

La social-démocratie classique, qui déploya son action à l'époque du capitalisme progressif, divisait son programme en deux parties indépendantes l'une de l'autre : le programme minimum, qui se limitait à des réformes dans le cadre de la société bourgeoise, et le programme maximum, qui promettait pour un avenir indéterminé le remplacement du capitalisme par le socialisme. Entre le programme minimum et le programme maximum, il n'y avait aucun pont. La social-démocratie n'avait pas besoin de ce pont, car de socialisme elle ne parlait que les jours de fête.

L'Internationale Communiste est entrée dans la voie de la social-démocratie à l'époque du capitalisme pourrissant, alors qu'il ne peut plus être question de réformes sociales systématiques, ni de l'élevation du niveau de vie des masses ; alors que la bourgeoisie reprend chaque fois de la main droite le double de ce qu'elle a donné de la main gauche (impôts, droits de douane, inflation, « déflation », vie chère, chômage, réglementation policière des grèves, etc.) ; alors que chaque

revendication sérieuse du prolétariat et même chaque revendication progressive de la petite bourgeoisie conduisent inévitablement au-delà des limites de la propriété capitaliste

La tâche stratégique de la IV<sup>e</sup> Internationale ne consiste pas à réformer le capitalisme, mais à le renverser. Son but politique est la conquête du pouvoir par le prolétariat pour réaliser l'expropriation de la bourgeoisie. Cependant, la résolution de cette tâche stratégique est inconcevable sans l'attitude la plus attentive envers toutes les questions de tactique, même petites et partielles.

Toutes les fractions du prolétariat, toutes ses couches, professions et groupes doivent être entraînés dans le mouvement révolutionnaire. Ce qui distingue l'époque actuelle, ce n'est pas qu'elle affranchit le parti révolutionnaire du travail prosaïque de tous les jours, mais qu'elle permet de mener cette lutte en liaison indissoluble avec les tâches de la révolution.

La IV<sup>e</sup> Internationale ne repousse pas les revendications du vieux programme « minimum », dans la mesure où elles ont conservé quelque force de vie. Elle défend inlassablement les droits démocratiques des ouvriers et leurs conquêtes sociales. Mais elle mène ce travail de tous les jours dans le cadre d'une perspective correcte, réelle, c'est-à-dire révolutionnaire. Dans la mesure où les vieilles revendications partielles « minimum » des masses se heurtent aux tendances destructives et dégradantes du capitalisme décadent, — et cela se produit à chaque pas, — la IV<sup>e</sup> Internationale met en avant un système de REVENDICATIONS TRANSITOIRES, dont le sens est de se diriger de plus en plus ouvertement et résolument contre les bases mêmes du régime bourgeois. Le vieux « programme minimum » est constamment dépassé par le PROGRAMME DE TRANSITION, dont la tâche consiste en une mobilisation systématique des masses pour la révolution prolétarienne.

Qu'une grève se déclenche, et l'on trouve les jeunes à l'entrée de l'usine, constituant le gros du piquet de grève ; que les flics interviennent, on les trouve aux premiers rangs de la bagarre.

Dès que les objectifs sont clairs, que ce soit dans les luttes revendicatives, pour barrer la route au fascisme, dans les maquis, pour s'opposer aux « sales guerres », que ce soit sur des objectifs particuliers comme la réduction du service militaire, les 50 % etc., on voit la jeunesse se dresser, donner le meilleur d'elle-même, constituer, en somme, les « troupes de choc » du prolétariat dans sa lutte contre la bourgeoisie.

Il est vrai que le jeune est bien placé pour apprécier comme il convient les beautés du régime.

De l'école au service militaire, le jeune « n'existe pas » légalement. Il n'a aucun droit. Mais là-dessus, il faut dire que les patrons ne sont pas sectaires, il le font quand même travailler « comme un grand », 10 heures et plus, à n'importe quels travaux, dût-il en crever de fatigue, ou se faire couper les mains comme ça vient encore d'arriver chez Sidélor. Par contre, quand il s'agit de passer à la caisse, on redevient sérieux, les jeunes, après tout, ce ne sont jamais que des jeunes ! On leur cuisine donc un salaire avec classification, abatement d'âge, ancienneté, etc.

Avec le service militaire, celui qui n'avait pas encore bien compris (et les autres, malheureusement) reçoit un supplément d'initiation. Mais cette fois, c'est radical. Je n'ai encore jamais vu personne qui n'en soit sorti complètement écoeuré.

Mais la bourgeoisie n'arrive plus à trouver (dans nos poches), les moyens de payer au jeune plus de 18 mois de

# Jeunesse et Révolution

I  
LES JEUNES ET L'USINE (Georges Lescure)

ce genre de grandes vacances. Elle irait bien jusqu'à trois ans, comme à la belle époque, mais les temps sont si durs, et la classe ouvrière y met aussi tellement de mauvaise volonté ! Toujours est-il qu'elle finit par « libérer » notre jeune : elle le laisse sur le pavé et il n'a plus qu'à reprendre son boulot.

Minute ! Se faire réembaucher, ça pose toujours autant de problèmes que la première fois qu'il a cherché du travail. Seulement maintenant, en plus, il est démoralisé. Pour peu qu'il lui prenne la fantaisie de vouloir se marier, alors c'est la fin de tout ! Trouver un logement est devenu en effet le privilège exclusif des jeunes bourgeois.

Tout cela n'est pas très drôle, mais le plus dramatique, c'est sans conteste la situation du jeune Nord-Africain : persécuté pour ses opinions, surexploité au dernier degré, pris entre le flic qui l'expulse de son taudis « jugé insalubre » et le patron qui le met aux besognes les plus dures, et qui le vire à la première occasion parce qu'il est sûr d'en « trouver d'autres ». Je pense à un jeune Algérien de l'usine, errant d'hôtel en hôtel où il ne peut rester plus

d'une semaine, avec pour tout mobilier sa vieille valise et ses ustensiles de toilette.

Les jeunes étant les plus dépourvus de tout, ce sont eux qui ont le plus à gagner en abattant la bourgeoisie. Ils ne sont freinés ni par les préjugés, ni par les rancunes, et ils abordent les problèmes de classe avec un esprit profondément unitaire.

Il est beaucoup question d'unité en ce moment. Il est certain que la jeunesse pourrait être la première à reconquérir l'unité qu'elle a connue à la Libération.

Mais il faudrait quand même que les directions, et avant tout la direction de l'U.J.R.F. proposent des mots d'ordre clairs. Si l'on s'en réfère au journal titré (non sans un certain humour noir) *L'Avant-Garde*, il semble qu'au contraire on aille vers une confusion encore plus grande, une sorte de confiture d'appareil à sous, de Zappy Max et de courrier du cœur...

Prenons un autre exemple, celui des journées des jeunes métallos des 14 et 15 mai derniers. Elles étaient mieux réussies que les années précédentes : il y a eu une plus

démocratie révolutionnaire : et alors c'est une étape vers le socialisme. Laquelle des deux solutions peut-on choisir maintenant ? »

### Le programme de Lénine

On voit le raisonnement : ou tout ou rien. Ou bien on fait la révolution prolétarienne ou bien on se contente de revendications journalières. Ou bien le programme minimum ou bien le programme maximum. Mais les travailleurs sont en droit de demander à B. Frachon : Comment passer de la lutte pour le premier à la lutte pour le second ? Lénine, dont l'exemple est tant utilisé par chacun, n'a certainement jamais proposé un programme réformiste aux ouvriers. Mais s'est-il contenté, pour cela, de défendre les revendications immédiates et, un beau jour, de lancer le mot d'ordre de l'insurrection prolétarienne ? Bien sûr que non ! Partant des revendications il préparait la révolution en montrant sans arrêt que pour les satisfaire et les garantir il faut bien le contrôle total qu'exercent les capitalistes, les trusts et les banques sur l'Etat et sur l'économie. Les travailleurs doivent contrôler la production et la comptabilité dans les entreprises, les nationalisations doivent se faire sans indemnité ni rachat, les partis ouvriers doivent prendre le gouvernement afin de

gouverner au profit des pauvres et non plus des riches. Ils doivent rompre toute alliance avec les partis bourgeois pour appliquer un tel programme. Ceci n'est pas encore le socialisme ni la dictature du prolétariat. (Lénine dit des mesures « démocratiques révolutionnaires » qui sont une étape vers le socialisme ». Ce ne sont encore que des mesures démocratiques dans le sens qu'elles retirent tout le contrôle de l'Etat, de l'économie, de l'information, de la fiscalité, des mains d'une petite poignée de capitalistes pour le faire passer entre les mains de l'immense majorité du peuple travailleur (ouvriers, paysans, petits commerçants et artisans). Voilà ce que défendait Lénine.

Les travailleurs n'ont pas la force de faire tout cela, disent Marcel Paul et B. Frachon, ce n'est pas une réponse. Le programme des organisations ouvrières est précisément destiné à aider les travailleurs à se mobiliser en montrant une issue réelle à leur situation insupportable. En quoi la C.G.T. empêcherait-elle le combat pour l'augmentation des salaires, les 40 heures payées 48, les congés payés, si elle disait clairement et ouvertement qu'elle attire l'attention des travailleurs sur le fait que si les capitalistes gardent leurs hommes au gouvernement, leur contrôle sans partage sur la production et la répartition, la satisfaction de ces revendications ne sera pas garantie, et qu'à cause de cette compréhension de l'expérience passée, la C.G.T. propose à F.O., au P.S. et au P.C.F. de conclure un pacte d'unité d'action pour lutter ensemble pour le gouvernement sans les partis bourgeois, contre les partis bourgeois ? N'est-ce pas l'argumentation de Frachon qui risque de démobiliser les travailleurs en montrant fort justement que les capitalistes reprennent sans arrêt ce qu'on leur arrache — mais sans montrer aucune issue à cet état de fait ? Est-ce ainsi qu'on peut améliorer le rapport de force ?

En réalité, il faut dire qu'il n'est pas exactement vrai que Frachon n'offre pas une perspective aux travailleurs. Malheureusement, c'est une perspective où les travailleurs devront se contenter d'être une force sans qu'ils puissent dire ce qu'ils veulent. Eux se batront et d'autres décideront. Eux auront des satisfactions immédiates, mais d'autres auront le pouvoir qui décidera réellement du pain, de la paix et de la liberté. En effet Frachon écrit :

« Est-ce que la C.G.T. peut se désintéresser de l'évolution des événements ? Peut-elle être indifférente à des changements possibles autres que ceux qui nous conduiront à la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme ? Non bien sûr.

« Est-ce qu'elle peut s'isoler de l'ensemble des forces progressives de la nation ? Evidemment non. Elle ne le peut et ne l'a jamais fait.

« Mais quand les forces progressives du pays s'unissent pour apporter des changements, ces changements ne sont pas conditionnés par le programme de la C.G.T. Ce sont les forces politiques et sociales qui se rassemblent, qui établissent un programme qui leur est commun.

« Il en fut ainsi au temps du Front Populaire. La C.G.T. présenta son plan mais il ne fut pas admis. Le programme du Front Populaire fut établi par l'ensemble des organisations qui y participaient.

« Mieux, quand en 1936 la classe ouvrière puissamment groupée dans la C.G.T. réunifiée, engagea sa grande lutte, c'est sur des revendications semblables à celle du projet de programme de la C.A. qu'elle le fit, et ce sont ces revendications qu'elle fit triompher. »

J. PRIVAS.  
(Suite page 9)

## Anticapitaliste des travailleurs

(programme 1938" de la 4e Internationale)

de revendication sérieuse du prolétariat et même chaque revendication progressive de la petite bourgeoisie conduisent inévitablement au-delà des limites de la propriété capitaliste et La tâche stratégique de la IV<sup>e</sup> Internationale ne consiste pas à réformer le capitalisme, mais à le renverser. Son but politique est la conquête du pouvoir par le prolétariat pour réaliser l'expropriation de la bourgeoisie. Cependant, la résolution de cette tâche stratégique est inconcevable sans l'attitude la plus attentive envers toutes les questions de tactique, même petites et partielles.

Toutes les fractions du prolétariat, toutes ses couches, professions et groupes doivent être entraînés dans le mouvement révolutionnaire. Ce qui distingue l'époque actuelle, ce n'est pas qu'elle affranchit le parti révolutionnaire du travail prosaïque de tous les jours, mais qu'elle permet de mener cette lutte en liaison indissoluble avec les tâches de la révolution.

La IV<sup>e</sup> Internationale ne repousse pas les revendications du vieux programme « minimum », dans la mesure où elles ont conservé quelque force de vie. Elle défend inlassablement les droits démocratiques des ouvriers et leurs conquêtes sociales. Mais elle mène ce travail de tous les jours dans le cadre d'une perspective correcte, réelle, c'est-à-dire révolutionnaire. Dans la mesure où les vieilles revendications partielles « minimum » des masses se heurtent aux tendances destructives et dégradantes du capitalisme décadent, — et cela se produit à chaque pas, — la IV<sup>e</sup> Internationale met en avant un système de REVENDICATIONS TRANSITOIRES, dont le sens est de se diriger de plus en plus ouvertement et résolument contre les bases mêmes du régime bourgeois. Le vieux « programme minimum » est constamment dépassé par le PROGRAMME DE TRANSITION, dont la tâche consiste en une mobilisation systématique des masses pour la révolution prolétarienne.

# Révolution

## ET L'USINE (Georges Lescure)

d'une semaine, avec pour tout mobilier sa vieille valise et ses ustensiles de toilette.

Les jeunes étant les plus dépourvus de tout, ce sont eux qui ont le plus à gagner en abattant la bourgeoisie. Ils ne sont freinés ni par les préjugés, ni par les rancunes, et ils abordent les problèmes de classe avec un esprit profondément unitaire.

Il est beaucoup question d'unité en ce moment. Il est certain que la jeunesse pourrait être la première à reconquérir l'unité qu'elle a connue à la Libération.

Mais il faudrait quand même que les directions, et avant tout la direction de l'U.J.R.F. proposent des mots d'ordre clairs. Si l'on s'en réfère au journal titré (non sans un certain humour noir) *L'Avant-Garde*, il semble qu'au contraire on aille vers une confusion encore plus grande, une sorte de confiture d'appareil à sous, de Zappy Max et de courrier du cœur...

Prenons un autre exemple, celui des journées des jeunes métallos des 14 et 15 mai derniers. Elles étaient mieux réussies que les années précédentes : il y a eu une plus

grande participation aux tournois sportifs, aux concours culturels, etc., mais les problèmes revendicatifs propres à la jeunesse n'ont pas été mis en valeur. C'était pourtant une bonne occasion ! Il semble quand même que la direction de la C.G.T. commence à se pencher sur ces problèmes. Il ne serait que temps, parce qu'il faut reconnaître qu'il y a seulement quelques mois, elle s'en désintéressait totalement.

Une autre tâche que la C.G.T. néglige, c'est la formation syndicale des jeunes. L'éducation sur les problèmes syndicaux et politiques devrait se faire au niveau de l'usine. La C.G.T. devrait pousser à la formation de larges cercles d'étude et de discussion où, d'une façon vivante, et en liaison avec les problèmes concrets, les jeunes, aidés des militants les plus avertis, se prépareraient à la lutte, s'habitueraient à comprendre « par eux-mêmes » les problèmes. Apprendre ce que c'est au juste qu'un Soviét, apprendre la façon dont sont venus au pouvoir des gouvernements ouvriers et paysans, apprendre tout ce que nous aurons besoin de nous rappeler pour nous en resserrer au bon moment.

Bien sûr, les directions actuelles du P.C. et de la C.G.T. ne sont pas très pressées de voir les jeunes apprendre trop de choses, notamment sur elles, directions ouvrières qui, à plusieurs reprises, ont littéralement refusé de prendre le pouvoir.

Mais cela doit être fait, et peut être fait. Malgré l'inertie des bureaucrates. La jeunesse pourra alors donner sa pleine mesure, et l'on verra de quoi elle est capable. D'ailleurs, c'est l'avant-garde de la jeunesse ouvrière elle-même qui sortira de leur torpeur et renovera la C.G.T. et le P.C.

SI Juin 36 reste un symbole pour la classe ouvrière, les grandes organisations qui ont accaparé ce souvenir se sont empressées de le vider de tout son contenu. Ce n'est pas par hasard si la direction de La Vie Ouvrière n'a trouvé dans ses archives pour rappeler Juin 36, dans un de ses derniers numéros, que la photo d'un groupe d'ouvrières dansant dans une cour d'usine. La généralisation des conventions collectives, les quarante heures, les congés payés, des augmentations de salaires atteignant parfois 50 %, tout cela a-t-il donc été arraché au capitalisme seulement par des tours de valse au son de l'accordéon ?

En réalité l'explosion ouvrière de Juin 36 était contenue en puissance dans cette journée du 12 février 1934 qui vit la riposte de la classe ouvrière française à la tentative de putsch fasciste du 6 février. Le 12 février 1934, quatre millions et demi de grévistes, un million de manifestants, la participation de la C.G.T.U. à la grève lancée par la C.G.T. et la participation du P.C. à la manifestation du P.S. changèrent au profit de la classe ouvrière le « rapport de forces » — ce rapport de forces dont on parle beaucoup en ce moment, et dont Léon Trotsky écrivait à cette époque : « LE RAPPORT POLITIQUE DES FORCES EST DETERMINE NON PAS SEULEMENT PAR DES DONNEES OBJECTIVES (ROLE DANS LA PRODUCTION, NOMBRE, etc) MAIS SUBJECTIVES : LA CONSCIENCE DE SA FORCE EST LE PLUS IMPORTANT ELEMENT DE FORCE REELLE. »

Dans la France de 1955 cette phrase acquiert encore plus de justesse : ce qui manque aux travailleurs ce n'est pas la force (août 53 l'a prouvé) c'est une direction révolutionnaire qui, en les aidant par une juste politique et des perspectives de classe, leur permette de donner la mesure de leur force

APRES avoir ainsi pris conscience de sa force en obligeant le fascisme à reculer en France, la volonté des travailleurs fut la plus forte et obligea la direction des partis ouvriers à accepter mutuellement l'Unité d'action, en balayant les réticences des dirigeants du P.S. et du P.C. qui signèrent le 27 juillet 1934 leur fameux « PACTE D'UNITE D'ACTION ». Puis toujours sous la pression des masses populaires, auxquelles se joignirent peu à peu les classes moyennes gagnées par la volonté de lutte du prolétariat, une nouvelle étape de l'unité se réalisa : LA REUNIFICATION SYNDICALE EN MARS 1936.

C'est dans cette atmosphère que trois semaines après la victoire du Front Populaire aux élections, éclatent fin mai les premières grèves dans la région parisienne. Pourquoi ?

Parce que, comme l'avait écrit également Trotsky quelques mois auparavant, « l'unité en soi ne résout encore rien... Si la S.F.I.O. s'unissait aujourd'hui au P.C. cela n'assurerait pas encore plus la victoire que le Front unique ne l'assure : seule une juste politique révolutionnaire peut donner la victoire ». Et pas plus que le Parti Socialiste, le Parti Communiste n'avait alors une politique révolutionnaire. Le programme du Rassemblement Populaire n'était pas lui-même autre chose que le vieux programme radical remis au goût du jour, et l'alliance avec les radicaux « parti démocratique de l'impérialisme français » ne pouvait donner satisfaction aux aspirations profondes des masses.

Ainsi, les directions ouvrières, P.S. et P.C.F. se refusaient à utiliser résolument contre le régime l'énorme force prolétarienne que les travailleurs, en les contraignant au Front unique ouvrier leur avaient placée entre les mains.

Au lieu de s'appuyer sur cette force pour imposer, en faveur des ouvriers et des classes moyennes, un gouvernement du P.S. et du P.C.F., ils donnaient au régime capitaliste, dans la forme du Front Populaire avec les radicaux, la possibilité de s'accrocher à une existence que le flot populaire menaçait (1).

C'est pourquoi en quinze jours deux millions de travailleurs en grève, occupant leurs entreprises, arrachaient ce que le gouvernement de Front Populaire (2) ne pouvait ni ne voulait leur donner, ce qui reste pour la classe ouvrière française « les conquêtes de 36 ». Mais sans perspective et sans direction, le mouvement ouvrier trahi par les organisations auxquelles il faisait confiance en masses, ne pouvait capitaliser davantage cette magnifique flambée révolutionnaire.

Frachon ne croit pas si bien dire quand il déclare dans *L'Humanité* du 11-5 :

L'histoire ne se renouvelle pas toujours de la même façon, mais elle comporte des leçons qu'il ne fait pas bon de méconnaître », car les travailleurs sauront, eux, tirer les vraies leçons de l'histoire de Juin 36.

(1) Et quand aujourd'hui Maurice Thorez écrit dans *L'Echo des Métallos Renault* que le Front unique prolétarien fut il y a 20 ans, la base du Front Populaire, il esquisse à nouveau une tentative pour proposer que le Front unique ouvrier serve de moteur à une alliance « gauche » avec la bourgeoisie. Mais ce que veut Maurice Thorez est une chose ; ce que réaliseront les travailleurs avec le Front unique en est une autre.

(2) Auquel ne participait d'ailleurs pas le Parti communiste français.

Avant la conférence de juillet:

## La paix ne dépend pas des quatre

On parle de « détente » à tour de bras. Les stratèges du Café du Commerce qui, en temps de guerre, dressent des plans de bataille irrésistibles, sont à présent en train de fabriquer la carte d'un monde de paix, de « coexistence pacifique » pour une longue durée : un neutre ici, un autre là, je te donne ceci, tu me refilles cela...

Les chefs de gouvernement et les ministres qui se réuniront bientôt vont chercher un terrain d'accord. Pourront-ils le trouver ?

Quelques semaines auparavant, on publiait le détail des entretiens de Yalta. Le marchandage avait été cynique. L'accord avait été établi. Mais peu de temps après, il se trouvait rompu. Pourquoi ? Deux raisons l'expliquent.

D'abord, derrière des hommes d'Etat désireux de s'entendre, se trouvaient des systèmes sociaux incompatibles. Ensuite, parce qu'au lendemain de la guerre, ces chefs d'Etat, ces « grands » qui avaient pu pendant plusieurs années commander à des millions d'hommes mobilisés, se sont trouvés incapables de contrôler des mouvements révolutionnaires embrassant des millions et des dizaines et même des centaines de millions d'hommes.

Dans quelle situation sommes-nous à présent ?

Face à face se trouvent d'autres hommes que ceux de Yalta, tout aussi cyniques. Derrière eux, on a toujours les systèmes sociaux incompatibles. Plus encore, le capitalisme se trouve dans des limites plus étroites, il a perdu du terrain. Des 5/6<sup>e</sup> du globe et des 9/10<sup>e</sup> de la population qu'il dominait encore à Yalta, le voici maintenant ramené aux 2/3 du globe et de la population.

D'autre part, les masses ne sont pas abattues, leurs mouvements ne refluent nullement. Au contraire. La révolution coloniale bat son plein. La montée des masses se fait également sentir dans plusieurs pays d'Europe. En U.R.S.S., le pouvoir bureaucratique se heurte à des aspirations grandissantes des masses.

Une « coexistence prolongée » d'une durée un peu longue supposerait à présent que les gouvernants de l'Est et de l'Ouest puissent s'accorder sur certaines questions importantes et, en premier lieu l'Allemagne ; que l'on puisse aboutir à un statu quo entre Etats et un statu quo entre classes.

Qui oserait affirmer qu'il peut y avoir un accord sur une Allemagne neutralisée et que celle-ci est possible ; ou bien que la division de l'Allemagne puisse être perpétuée sans que le peuple allemand réagisse dans les années à venir ? Qui oserait affirmer que les Etats-Unis et la Chine peuvent s'accorder ? Qui oserait affirmer qu'une montée révolutionnaire au Moyen-Orient ou en Afrique du Nord, laissera indifférents les Etats-Unis, que ceux-ci n'interviendront pas contre un mouvement révolutionnaire des masses en France ou en Italie ? Et qui oserait affirmer que l'économie américaine, sans consacrer une part très importante aux armements, peut rester longtemps à ses niveaux actuels ?

Les dirigeants qui se rencontreront dans la prochaine Conférence à Quatre s'efforceront certainement de trouver des accords partiels et feront le maximum pour y parvenir, parce qu'ils ressentent les uns et les autres les années de « guerre froide », qu'ils savent le danger qui menace le régime social des uns, le pouvoir politique des autres.

Les marxistes révolutionnaires ne manqueront pas d'utiliser les délais qui peuvent ainsi résulter de quelques accords partiels temporaires ; mais ils se garderont bien de semer les moindres illusions sur une ère de paix, illusions qui seraient désastreuses. Jusqu'à présent, l'économie américaine a pu résorber la récession de 1953 et les poussées révolutionnaires ne sont arrivées qu'au bord de régions vitales pour l'impérialisme. La situation mondiale reste critique ; elle est grosse de conflits ; les tournants brusques sont la caractéristique la plus importante de notre époque. La paix ne dépend pas des Quatre. Seule la lutte révolutionnaire des masses, détruisant le régime capitaliste, peut créer un monde de paix et de bien-être universels.

De tous  
les Pays

Pas de liberté pour les Sarrois !

La Sarre, nul ne le conteste vraiment, est un territoire allemand. La démocratie la plus élémentaire commanderait de laisser la population sarroise décider elle-même de son sort, en raison de son passé et de ses attaches nationales. Mais la Sarre est aussi une zone industrielle et minière particulièrement riche. Et les capitalistes français comme les bourgeois allemands désirent s'assurer le contrôle du pays.

Il fallait, au nom des intérêts supérieurs du bloc atlantique, régler leur différend par un compromis. C'est ce qu'a tenté de faire le conseil de l'Union européenne. Jusqu'à un prochain referendum, la Sarre sera sous le contrôle d'un commissariat européen, qui pourra « s'employer de façon pressante à rétablir la situation » lorsque celle-ci sera menacée « par toute action politique susceptible de porter atteinte directement au principe même du statut, c'est-à-dire à son bon fonctionnement et à la paix intérieure en Sarre ».

Autrement dit, les ministres de la très bourgeoise Union européenne veulent bien d'un referendum, à condition que ne puisse s'exprimer aucun parti hostile au maintien du statut actuel et partisan de l'intégration de la Sarre à l'Allemagne. Autrement dit, ces défenseurs de la démocratie se permettent de fixer à leur guise le sort d'un peuple tout entier, et sont prêts à faire respecter leurs plans par tous les moyens.

Les travailleurs français doivent réagir contre ce coup porté aux travailleurs sarrois. Et, dans la lutte, ils doivent porter leurs premiers coups contre les capitalistes français, dont la volonté d'annexer la Sarre a énormément contribué à ce crime.

### L'opération Gronchi

Les élections à la présidence de la République Italienne ont donné lieu à toute une série de manœuvres politiques qui dénotent la situation actuelle du pays.

Gronchi, le nouveau président, veut, à l'instar de Mendès-France, inaugurer une politique de « gauche », qui consisterait essentiellement à isoler le parti communiste en brisant, par les concessions et les manœuvres, son alliance avec le parti socialiste de Pietro Nenni.

Toutefois, Gronchi n'a pu être élu que grâce aux voix de parlementaires de droite, hostiles à l'actuel gouvernement Scelba. La bourgeoisie n'a pas encore trouvé l'issue à sa crise de direction.

Dans de telles conditions, il reviendrait au parti communiste d'ouvrir la perspective d'un gouvernement ouvrier, seul susceptible d'apporter une solution au pays. Malheureusement, la direction communiste est à l'opposé d'une telle attitude. Par là-même, elle contribue à affaiblir les positions du mouvement ouvrier et à favoriser les tentatives d'un Gronchi. Les pertes essuyées par la C.G.T. dans des secteurs importants sont là pour le prouver.

### Le nouvel accord commercial Sino-Japonais

Après plusieurs mois d'échanges de délégations, un traité de commerce vient d'être signé entre la Chine et le Japon. Il faut se réjouir de cet accord qui aidera au développement économique du jeune Etat ouvrier chinois. La bourgeoisie japonaise cherche à tout prix des débouchés ; la Chine est pour elle un marché intéressant. Mais la signature du traité, peu de temps après Bandoung, montre aussi de quel poids pèse la révolution chinoise dans l'équilibre des forces en Asie.

## Le prolétariat britannique en lutte conteste aux conservateurs leur succès électoral

De notre correspondant à Londres: L. W. CARPER

La campagne électorale n'aura suscité que peu de passions en Angleterre ; plus ou moins confusément, les électeurs, dont la plupart avaient fait leur choix avant le vote, sentaient que les luttes réelles entre la bourgeoisie et le prolétariat ne pouvaient se ramener à la seule confrontation de deux programmes, trop semblables sur les questions essentielles.

Le mouvement des dockers vint troubler la sérénité de la campagne électorale. Sir Walter Monckton, ministre du travail, se vit obligé d'interrompre ses parades devant la télévision pour tenter de trouver une solution aux difficultés créées par la menace de grève des travailleurs des principaux ports anglais. En même temps, les cheminots parlaient une nouvelle fois de cesser le travail. Le mouvement ouvrier montrait toute la puissance dont il disposait.

De nouveau, les conservateurs contraints cette fois par les nécessités électorales, évitaient l'épreuve de force.

Mais ces mouvements, qui atteignent deux des corporations les plus militantes du prolétariat britannique, constituent aussi une étape de la lutte de tendances au sein du Labour Party. A l'avant-garde des dockers se trouve le syndicat « bleu », victime, du fait de son action militante, de l'hostilité des bureaucrates des Trade Unions. En conduisant la lutte actuelle, les diri-

geants de cette organisation démontrent à tous qu'une des conditions de succès pour le mouvement ouvrier est son émancipation de la tutelle qu'exerce sur lui à l'heure actuelle la direction droitière. Nul doute que, dans les prochains mois, cet exemple ne porte ses fruits.

Les conservateurs l'ont emporté aux élections ; le Labour Party a perdu des voix par abstentions.

Mais, au lendemain même de son succès électoral, le gouvernement conservateur se trouve aux prises avec une grève de cheminots, déclenchée par un syndicat de catégorie, mais qui paralyse les transports ferroviaires presque totalement. Sur les docks, la volonté de lutte des travailleurs déborde même les dirigeants du syndicat « bleu ».

La victoire électorale des conservateurs — on le voit — n'est pas le résultat de la défaite des ouvriers, mais de la politique sans vigueur des dirigeants travaillistes. Les épreuves de force commencent sur le terrain de classe.

Elles ne manqueront pas de se refléter avant peu au sein du Labour Party, à la suite de l'échec électoral. La droite voudra certainement museler la gauche ; la base prolétarienne, au contraire, voudra une politique militante. Il est probable que le prochain Congrès du Labour Party verra une grande lutte intérieure.



## La conférence de Varsovie

Le surarmement actuel des puissances impérialistes et leur organisation dans l'O.T.A.N. avait rendu nécessaire une organisation similaire des forces défensives des Etats anti-impérialistes. Devant une telle situation objective, l'U.R.S.S. et les Démocraties Populaires se sont rencontrées à Varsovie durant le mois de mai.

Si on laisse de côté le fait que cette conférence se place dans le cadre d'une offensive diplomatique (elle était primitivement destinée à rassembler tous les gouvernements désirant organiser la sécurité collective de l'Europe et sur ce plan elle fut un échec) et que bon nombre des articles du traité font une grande place à la propagande en faveur de la paix, la coexistence, le désarmement etc... le principal résultat de cette conférence fut la mise sur pied d'un commandement unique (confié à Koniév) des forces unifiées des huit Etats ouvriers en vue de « garantir l'intégralité de leurs frontières ».

Il est à noter en outre que « la participation de la République Démocratique allemande à ce commandement unifié sera examinée plus tard ».

Nous devons comprendre par là que l'U.R.S.S. n'a pas voulu fermer la porte à la négociation sur la réunification de ce pays, mais que dans la perspective d'un réarmement définitif de l'Allemagne de l'Ouest, l'Allemagne de l'Est entrera dans l'organisme de Varsovie.

## Le programme d'action de la C. G. T.

(Suite des pages 6 et 7)

« Ce n'était déjà pas si mal. Je pense que le projet de programme est le plus susceptible de rassembler la classe ouvrière, de l'entraîner à une action vigoureuse et de lui permettre de jouer son rôle de direction d'animatrice des forces progressives, d'accélérer leur rassemblement et de faire avancer le temps de changements qui seront ce que seront les forces mises en mouvement, et non le résultat de spéculations plus ou moins osées auxquelles nous pourrions nous livrer ».

Somme toute, comme nous le disions déjà dans le dernier numéro de « la Vérité des travailleurs » la divergence entre Le Brun et Frachon ne porte pas sur l'objectif à atteindre : le Front Populaire en alliance avec des partis bourgeois (baptisés « forces progressives »). Elle porte seulement sur le fait que la C.G.T. ne doit rien demander, hormis les revendications, à un tel gouvernement de Front Populaire. C'est-à-dire qu'à l'avance Frachon prévient les travailleurs qu'ils devront « savoir arrêter une grève », dès que ces revendications seront satisfaites. Pour ce qui est de la politique, de l'avenir du pays, du maintien ou de la destruction des trusts, d'autres s'en occupent. Et parmi ces autres il n'y aura pas seulement des dirigeants ouvriers mais aussi des « forces progressives » — à la Daladier — avec lesquels pour établir un « programme commun », il ne faut pas parler de nationalisation, de contrôle ouvrier etc... parce que de tout cela ils ne peuvent pas vouloir, parce que ce sont des hommes du capitalisme.

Frachon non seulement ne fixe pas un autre objectif aux travailleurs que Lebrun, mais de plus il se refuse à dire clairement : nous allons mobiliser la classe ouvrière pour imposer un changement de gouvernement. C'est vraisemblablement parce qu'il sait que, pour les travailleurs, combattre pour le gouvernement de Front Populaire ne signifie pas la même chose que pour les « forces progressives ». Pour eux « Front Populaire » signifie un gouvernement au service des travailleurs. Une fois engagés dans le combat pour ce qu'ils veulent ils ne s'arrêteraient pas à la porte du gouvernement, ils exigeraient que ceux qui s'appuient sur leurs forces, le P.S. et le P.C.F. rompent avec les représentants de la bourgeoisie et gouvernement pour eux non sur « un programme commun » avec la bourgeoisie, mais sur un « programme commun » à eux deux luttant contre la bourgeoisie.

Ce n'est évidemment pas une raison pour soutenir le programme réformiste de Le Brun. Mais ce n'est pas non plus une raison pour accepter que la force des travailleurs soit utilisée pour des combinaisons non définies avec « les forces progressives ».

Au congrès de la C.G.T. il faut adopter le programme d'action qui correspond aux besoins évidents des masses. Mais il faut que soit clairement ajouté au programme adopté : 1° la C.G.T. doit mobiliser les travailleurs pour un changement de gouvernement ; 2° la C.G.T. va engager une grande campagne de proposition d'unité d'action à F.O., au P.S. et au P.C.F. pour combattre ensemble pour un tel changement ; 3° la C.G.T. refusera de soutenir une alliance avec des partis bourgeois ; 4° la C.G.T. appellera à la réalisation des mesures anticapitalistes en front unique avec les autres organisations ouvrières.

Alors les travailleurs sauront où vont leurs dirigeants et ce qu'il faut exiger d'eux. J. PRIVAS.

## Révision des procès de Moscou

### et contre les « Titistes » !

Le télégramme suivant a été envoyé par le Comité exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale à la direction de la ligue des communistes yougoslaves :

Maréchal Tito, Edouard Kardelj, dirigeants Ligue des Communistes, Belgrade.

Reconnaissance historique faite par dirigeants soviétiques des fausses accusations portées contre direction yougoslave, aussi insuffisante soit-elle pour rétablissement entière vérité historique et comme excuse pour les crimes Staline et disciples, nécessite révision immédiate de tous procès contre Koxe Dodge, Kostov, Rajk et autres « titistes » fausement accusés, jugés, exécutés ainsi que des procès Moscou 1936-1938 et réhabilitation mémoire innombrables victimes,

tous combattants révolution prolétarienne. Pour honneur mouvement marxiste révolutionnaire demandons que direction Ligue des Communistes exige révision procès et réhabilitation victimes, sans quoi excuses actuelles dirigeants soviétiques constitueraient autre moyen perpétuer duplicité et corruption bureaucratique dans mouvement ouvrier. ...

Pour Comité Exécutif Quatrième Internationale, signé : FRANK.

Le 27 mai 1955

## UNE EDITION CAPITALE DES ECRITS DE LEON TROTSKY

(de 1928 à 1940)

Sous le patronage de MM. :

Claude BOURDET, directeur de « France-Observateur »,

Jean CASSOU, directeur du Musée de l'Art Moderne,

Maurice DOMMANGET, historien,

Daniel GUERIN, écrivain,

Jean MAILLOT, du « Mouvement Français pour l'Abondance »,

Maurice NADEAU, critique littéraire.

Alfred ROSMER, écrivain,

et avec les vœux de Natalie TROTSKY qui écrit :

« Permettez-moi de saluer votre initiative pour publier ces articles de TROTSKY qui éclairent une période importante du mouvement ouvrier et du monde entier. Les efforts que vous faites seront couronnés de succès. »

La mort de Staline et les nouveaux développements survenus depuis lors dans la pratique des dirigeants soviétiques n'ont fait que raviver l'intérêt sur le devenir de l'U.R.S.S. et celui du régime politique personifié par le long régime de Staline. La lutte au sein du Parti Communiste de l'U.R.S.S. et de la III<sup>e</sup> Internationale qui a précédé la consolidation de ce règne, cette lutte entre « trotskystes » et « stalinien », et la signification de toute la lutte menée plus particulièrement par TROTSKY lui-même jusqu'à ce qu'il fut odieusement assassiné en août 1940 par un agent du Guépéou, attirent à nouveau l'attention.

C'est dans le cadre de ces considérations que se situe l'effort entrepris pour publier, dans une série de volumes, tous les écrits de TROTSKY dans la période qui s'étend de son exil hors d'U.R.S.S. jusqu'à sa mort, à l'exception des grands ouvrages de cette période qui existent en librairie.

Ces articles et brochures qui sont absolument inconnus des nouvelles générations contiennent des analyses, des appréciations, des perspectives marxistes sur la situation internationale qui a précédé la 2<sup>e</sup> guerre mondiale sur la situation de l'U.R.S.S. et les grands procès de Moscou, sur la situation en Allemagne avant et après la victoire des nazis, sur la révolution espagnole de 1931-1938, sur la France des années du « Front populaire », sur le mouvement qui a donné naissance à la IV<sup>e</sup> Internationale.

Le volume I de ces écrits de L. TROTSKY paraîtra en juin 1955, contiendra environ 350 pages et sera remis aux souscripteurs pour le prix de 600 frs français, c'est-à-dire une somme sensiblement inférieure au prix de vente en librairie.

Envoyer la souscription (600 frs) à Pierre FRANK, 64, rue de Richelieu, Paris (2<sup>e</sup>), ou au C.C.P. de la « Vérité des Travailleurs » : Paris 6965-68.

### LISTE DE SOUSCRIPTION POUR LA

#### VERITE DES TRAVAILLEURS

Liste 5212, 7.720 fr. ; vente au local, 680 fr. ; Liste 2157, 11.500 fr. ; R.F., 1.000 fr. ; Une lectrice, 290 fr. ; Liste 1409, 6.550 fr. ; Un lecteur de Rennes, 540 fr. ; Un groupe de travailleurs belges, 3.538 fr. ; J. Stern, 200 fr. ; Liste 9317, 3.740 fr. ; Un groupe de jeunes, 720 fr. ; 12 travailleurs vietnamiens, 7.100 fr. — Total : 48.578 fr.

#### PERMANENCE

64, Rue de Richelieu,

PARIS (2<sup>e</sup>)

RIC. 03-52 et la suite

Métro : Bourse

Semaine, de 17 h. 30 à 19 h. 30  
le samedi, toute l'après-midi

A propos des élections de délégués

## RENFORÇONS LA C.G.T.

Les récentes élections de délégués, dont c'est actuellement la période, prouvent que la classe ouvrière, loin de fuir ou de désertier la C.G.T., lui apportent au contraire un soutien accru.

Le succès important remporté par la C.G.T. dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais, est très significatif de cette tendance de la classe ouvrière et exprime sa réaction à l'aggravation des conditions de travail du mineur : cadences accrues, heures supplémentaires, diminution de la sécurité et augmentation des accidents.

Malgré le tripatouillage des élections par la Direction — des candidats connus changés de service, la loi de 1949 permettant d'élire un candidat minoritaire, etc., les syndicats F.O. et C.F.T.C. qui se sont mouillés avec le leur de la productivité, ont subi un échec.

De nombreuses élections d'entreprise viennent confirmer quotidiennement cette tendance — de la plus grosse à la plus petite — comme chez Jaeger qui vient de remporter un certain succès après 15 jours de grève, où la C.G.T. emporta 6 sièges de plus par rapport à l'année passée.

Par ailleurs les élections chez les cheminots et chez les travailleurs du gaz-Électricité ont vu les succès de la C.G.T. se confirmer. Quelle situation vit actuellement la classe ouvrière ?

Du côté des patrons, ceux-ci continuent à mettre en place leur dispositif de « rénovation », à rôder leurs méthodes de surexploitation. Les usines de textiles dans les Vosges ferment leurs portes, Renault, Latil et Somua se découvrent des intérêts communs. C'est l'alliance des ogres pour mieux dévorer leurs ouvriers.

En face d'eux, les travailleurs ne restent pas les bras croisés. Depuis quelques semaines, on assiste à une levée de luttes dans tous les secteurs, luttes encore dispersées mais qui ne demandent qu'à se rejoindre et à s'élargir.

Tant à Paris qu'en province, tant dans la métallurgie que dans le bâtiment :

Ce sont les multiples débrayages chez Chausson, à Gennevilliers, à la SNECMA à Gennevilliers, à la G.S.P. à Courbevoie, tous pour une augmentation égale des salaires et pour les trois semaines de congés payés.

Ce sont les travailleurs de chez Renault qui exigent 30.000 francs de prime de bilan sur les millions réalisés par la Régie sur leur dos. Ce sont les ouvriers carreleurs, faïenciers et mosaïstes, en grève pour leur convention collective de salaires.

Dans bien des cas, dans la métallurgie par exemple, toutes les luttes, bien que dispersées, avaient des objectifs communs.

La nécessité d'unifier ces luttes, de les élever, se fait de plus en plus sentir, comme nous le disions le mois dernier au sujet de l'automobile dans cette page.

C'est une chose qui commence à se faire. Nous venons de voir une semaine d'action des métallurgistes de la Seine pour une Convention collective de salaire que les patrons refusent pour continuer leur politique d'heures supplémentaires.

Nous avons vu également la journée d'action de l'industrie aéronautique pour une convention collective nationale.

Bien sûr, les multiples propositions d'unité de la C.G.T. ne sont pas étrangères au succès remporté par elle aux élections, mais que de chemin encore à parcourir vers une véritable politique de front unique conséquente, du sommet à la base, celle qui permettra, non seulement d'avoir la confiance des travailleurs, mais aussi de les mobiliser.

Il reste que, pour que les critiques que l'on apporte à la direction de la C.G.T. soient constructives, elles doivent être faites à une organisation qui se renforce.

Il est donc du devoir de tout militant révolutionnaire d'œuvrer au renforcement de l'organisation qui regroupe la majorité de l'avant-garde ouvrière et qui défend le mieux, malgré les graves carences de sa direction, les intérêts des travailleurs face au capitalisme.

P. VINCENT.

## Malgré la grève du livre la loi antisyndicale est votée

La Fédération du Livre vient de recevoir un coup très rude avec le vote de la loi qui met fin à son « monopole », en déclarant illégaux les accords passés au début du siècle et par lesquels les patrons s'engageaient à n'employer que du personnel syndiqué à cette Fédération. Nous reviendrons plus longuement dans notre prochain numéro sur les différents aspects de cette loi qui intervient comme par hasard à un moment critique pour les travailleurs du Livre (voir notre compte rendu du Congrès) mais nous devons faire dès aujourd'hui deux constatations :

1°) En dépit des assertions même des promoteurs de la loi, la Fédération du Livre est toujours aussi solide, et aussi unie, puisque la grève de protestation a été effective à 95 %, tant en Province qu'à Paris où les seuls journaux ayant paru ce jour-là ont été « le Populaire » (imprimé à Arras par une équipe F.O.) et « la Croix » (imprimé par la Bonne Presse) — une maison d'éditions où l'on embauche que des non-syndiqués — et où l'on en profite pour payer le personnel en-dessous des tarifs syndicaux.

2°) Seuls les députés communis-

tes et quelques « divers » ont voté contre cette loi.

Qu'en pensent ceux qui dans le Livre font profession continuelle d'anticommuniste au nom du « syndicalisme pur » ?

Que pensent les socialistes, qui sont nombreux dans le Livre, après avoir vu leurs amis politiques porter ce coup à leur organisation syndicale, dans le soi-disant intérêt de la « liberté syndicale », au nom d'une fantomatique Fédération du Livre F.O., mais en réalité essentiellement guidés par l'anticommunisme.

Que pensent enfin les dirigeants nationaux de la Fédération du Livre, qui croyaient bien avoir donné au patronat suffisamment de gages « d'indépendance » vis-à-vis de la C.G.T. pour que ce projet de loi soit enterré comme tant d'autres ?

S'ils veulent que l'action contre les conséquences de cette loi soit efficace, il est grand temps maintenant que les uns et les autres se convainquent que le sectarisme et l'anticommunisme ne peuvent rien apporter à la classe ouvrière, et que celle-ci ne peut avoir de secteur privilégié en régime capitaliste.

W. DUNANT

## "Les bons patrons"

La direction des Usines Chausson a fait le mois passé sa petite propagande paternaliste. Cela, non pour apaiser la conscience de ses patrons, la conscience étant une matière prohibée dans le milieu, mais pour essayer d'apaiser le mécontentement général.

Chaque ouvrier a d'abord reçu un livre imagé sur la sécurité, lui conseillant, la prudence. Alors, exemples à l'appui pour prouver que les nombreux accidents étaient dus à la négligence des ouvriers qui n'utilisaient pas le matériel de protection mis à leur disposition. Elle continue sa propagande en envoyant à chacun, outre une invitation à venir voir au cinéma fonctionner les usines Chausson (d'une manière sans doute revue et corrigée), une lettre lui annonçant que 5% de boni seraient intégrés dans le salaire de base, ce qui représente une augmentation réelle de 1%. Mais où la Direction générale dépasse les bornes du cynisme c'est quand elle dit sa satisfaction de voir augmenter la productivité sans efforts supplémentaires pour ses ouvriers. Elle ose dire cela alors qu'elle paye des chronométristes justement pour calculer les temps

## Lettre de chez Chausson

de fabrication au plus juste en ne laissant aucun répit à l'ouvrier, ce qui fait que les conseils de prudence c'est la direction qui en a besoin car c'est la productivité qui est la cause des doigts coupés ou écrasés et des nombreuses autres sortes d'accidents. C'est elle qui est cause aussi que l'ouvrier a les bras trempés de sueur et retire ses manchettes protectrices et, s'il retire ses lunettes c'est qu'elles sont embuées de transpiration. Le meilleur moyen d'éviter les accidents serait la diminution des cadences qui usent la santé des travailleurs en leur faisant verser de la sueur abondante pour leurs exploiters.

Les ouvriers de chez Chausson ne se sont pas laissés prendre car c'est juste après cette propagande qu'a commencé une série de grèves dans plusieurs ateliers de chez Chausson, tel qu'au Froid, à la Juva Colorale de Gennevilliers. Les ouvriers de chez Chausson prouvent qu'on ne berne plus les travailleurs avec du paternalisme, qu'ils prennent conscience et que l'heure de la libération du prolétariat de ses chaînes approche.

L. C.

## Le Gouvernement Bourgeois « médiateur » des conflits Patrons-Ouvriers !

Le Conseil des Ministres vient d'adopter une procédure de règlement des conflits du Travail, qui entrera en vigueur sous forme de décret pris en application des pouvoirs spéciaux — évitant ainsi une discussion gênante au Parlement.

De quoi s'agit-il ?

— De la participation, rendue obligatoire sous peine d'amende, des deux parties (Travailleurs et Patrons), à une commission dite de conciliation, dès que le conflit est constaté.

— Si la tentative de conciliation échoue, le ministre du Travail choisit alors un « médiateur » sur une liste de personnalités soumise aux deux parties.

— Doté de pouvoirs d'enquête, ce « médiateur » soumet, au terme de celle-ci, ses « recommandations » aux intéressés.

Ne possédant aucun pouvoir de sanction, il peut rendre publics les résultats de son enquête, si ses « recommandations » n'ont pas été suivies.

Force est de constater qu'il s'agit d'une nouvelle mesure tendant à renforcer l'arsenal de dispositions légales que le gouvernement entend dresser contre l'action des travailleurs.

Le fameux « médiateur » sera choisi par un gouvernement bourgeois, où siègent certains des plus beaux fleurons du capital.

Les recommandations de la dite « personnalité » ne généreront d'aucune façon le patronat mais, par contre, les décisions de cet « ar-

bitre » pourrait constituer une pression supplémentaire sur les travailleurs. Ainsi, portant atteinte sous une forme détournée, bien qu'il s'en défende, au droit de grève, l'Etat bourgeois fait de nouveau la preuve de son désir d'étouffer une à une les conquêtes ouvrières.

Seule l'UNITE des organisations ouvrières pourra faire reculer la bourgeoisie dans son offensive contre les droits des Travailleurs !

P. VATAUD

## A son XIX<sup>e</sup> congrès, la Fédération du Livre est restée fidèle à ses traditions

La menace que représente pour l'ensemble des travailleurs du Livre l'évolution actuelle du matériel d'imprimerie, fut la préoccupation principale du XIX<sup>e</sup> Congrès de la Fédération du Livre, qui vient de se tenir à Paris.

Les travailleurs de cette industrie sont, en effet, directement visés par l'apparition sur le marché international de nouvelles machines (en particulier pour la composition) qui peuvent être conduites par des dactylos au lieu de typographes qualifiés ! Pour lutter contre cette possible dégradation de leur profession, pour empêcher que leur industrie ne devienne comme tant d'autres une industrie où dominent les manœuvres, la Fédération du Livre avait signé en décembre dernier avec les Maîtres-Imprimeurs, la fameuse « Déclaration Commune » dont nous avons parlé en son temps. En se donnant pour « but final d'apporter à la profession une prospérité profitable à tous ses membres, employeurs, cadres et ouvriers... en créant un climat exempt de tout état d'esprit rétrograde, c'est-à-dire exempt de régression sociale de la part des employeurs, de revendication démagogique de la part des salariés... », la Fédération du Livre a cru avoir une chance de « limiter les dégâts ». Si un certain nombre de délégués au congrès exprimèrent des réserves, ce fut beaucoup plus sur l'efficacité de la Déclaration Commune que sur l'esprit de collaboration de classe qui avait présidé à son élaboration — et parce que, malgré leur esprit réformiste,

les militants ouvriers — même typographes — savent ne pas avoir beaucoup à attendre de la « bonne foi » patronale. Il y eut heureusement une ou deux interventions pour rappeler que la loi fondamentale du capitalisme reste la recherche du profit maximum et que seule l'action des travailleurs contre le capitalisme pourrait mettre le progrès au service des travailleurs et non à celui des seuls patrons.

Avec son corporatisme, une autre caractéristique de la Fédération du Livre est son indépendance vis-à-vis de la C.G.T. Cette indépendance lui a permis de conserver son unité — donc sa force — après 1948, mais elle est devenue indifférence, voire pour certains, hostilité marquée.

Il serait temps que dirigeants et militants du Livre comprennent que l'on ne peut lutter contre la productivité, contre les abattements de zones, pour de meilleurs salaires, en se tenant ainsi éternellement en dehors du reste de la classe ouvrière. A leur situation encore privilégiée dans une certaine mesure les travailleurs du Livre doivent répondre par une plus haute conscience de classe, par une plus claire compréhension des problèmes économiques et sociaux ou politiques. C'est l'unique façon pour eux de conserver leurs avantages, que le capitalisme ne leur laissera pas de gaité de cœur. Il est regrettable de constater qu'à ce point de vue ni la direction de la Fédération, ni la plus grande partie des délégués n'ont fait de progrès par rapport aux précédents congrès.

## Misère de l'enseignement primaire

lettre de province

D'une lettre que nous a adressé une correspondante de province nous extrayons les passages suivants :

« L'Etat s'est contenté de mesures improvisées et dérisoires

« Les résultats sont trop souvent des classes surchargées au cubage d'air insuffisant, cours de récréation réduites à leur plus simple expression, préaux trop exigus quand ils ne sont pas utilisés à d'autres fins, toutes choses compromettant la santé et les études de l'enfant ». (1)

« Le déficit en personnel titulaire, de 7.000 maîtres en 1955 est passé à 10.000 en 1954. L'effectif des promotions de normaux et de normales sortant dans les trois années prochaines calculé en fonction, non des besoins, mais de la capacité des écoles normales permettra à peine d'assurer le service en faisant abstraction des besoins nouveaux.

Si les créations d'emploi relèvent uniquement du budget le recrutement et la formation des maîtres posent en plus un

problème humain. Il faut 4 ans pour former un instituteur et une construction nouvelle n'est pas suffisante si on ne peut y donner l'enseignement exigé.

Il faut voir de plus les conditions matérielles dans lesquelles on demande à l'instituteur d'exercer son métier. La plus terrible de toutes est la classe trop chargée. M. Schmittlein, député non suspect de sympathies exagérées pour l'Ecole de l'Etat (laïque jusqu'à présent), rapporteur de notre budget devant l'Assemblée nationale, déclarait en 1953 :

« Il doit être bien établi qu'un enseignement, surtout le début, n'a de valeur que s'il est donné dans une classe dont les effectifs ne dépassent pas 25 élèves. Cette règle devrait être strictement observée, car la moindre tolérance conduit automatiquement à cette monstruosité que constituent les classes de 50, 60 et 70 élèves. Au delà de 30 élèves la classe n'est qu'une permanence, au delà de 40 c'est une garderie ».

Le rapport Sauvy va encore plus loin :

« Il faut d'autre part, tenir compte, non seulement de l'inté-

(Suite page 12)

## ESQUISSE D'UNE NOUVELLE POLITIQUE PATRONALE CHEZ RENAULT

III (1)

### Les moyens de la riposte

Il est inévitable que l'accroissement de la productivité issu de telles « méthodes sociales » soulève la colère ouvrière.

En ne répondant pas comme il convenait aux aspirations ouvrières lors de tous les combats engagés par les travailleurs de la régie RENAULT depuis 1945, les organisations syndicales ont permis à la politique patronale de marquer des points.

C'est ce qui fait dire à certains responsables de la Fédération des Métaux C.G.T., BEAUMONT en particulier : « On perd le sens de classe, chez RENAULT, ainsi que dans de nombreuses grandes entreprises. »

OR, LA VOLONTE ANTICAPITALISTE DES OUVRIERS DE CHEZ RENAULT NE S'EST JAMAIS DEMENTIE. Depuis avril 1947 où ils firent grève, malgré les illusions répandues par leur direction, à l'époque, sur la signification de la NATIONALISATION en REGIME CAPITALISTE, jusqu'en février 1952 où, malgré L'AVENTURISME DE LEUR MEME DIRECTION ils finirent par REJOIN-DRE L'AVANT-GARDE COMMUNISTE engagée dans des combats de rues CONTRE LES FLICS ET LES C.R.S.

Mieux que dans n'importe quelle autre usine, les travailleurs de RENAULT sentent confusément qu'à notre époque, les luttes de la classe ouvrière doivent avoir de très hauts objectifs.

ILS SAVENT QUE CHAQUE FOIS QU'ILS ONT ENGAGE LA LUTTE, ILS SE SONT HEURTES AU GOUVERNEMENT, DEPUIS LE DEPART DES MINISTRES COMMUNISTES DU GOUVERNEMENT EN AVRIL 1947, CONSÉQUENCE DE LEUR GREVE, JUSQU'AU SIMPLE FAIT QU'EN MATIÈRE D'AUGMENTATION DE SALAIRES OU DE « REPARTITION DES BÉNÉFICES » C'EST LE CONSEIL DES MINISTRES, DERRIÈRE LEQUEL SE RETRANCHE LA DIRECTION DE L'USINE, QUI PREND LES DÉCISIONS.

C'est ce facteur, important chez RENAULT, se conjuguant avec le rôle moteur assuré par cette usine dans le déclenchement de tous les grands mouvements de la classe ouvrière française, et dont les ouvriers de l'usine ONT TRES CLAIREMENT CONSCIENCE, qui rend plus indispensable encore de définir le cadre de l'action dans cette usine, de fixer des perspectives au mouvement de la classe ouvrière. C'est à cette aspiration profonde que LINET, secrétaire du syndicat C.G.T. et député communiste, ne répond pas LORSQU'IL PRETEND COMBATTRE LA « NOSTALGIE » DE LA GREVE GENERALE, LA VOLONTE D'UNE LUTTE D'ENSEMBLE.

C'est précisément à travers cette optique qu'il faut analyser et résoudre les problèmes de cette usine.

Il y a quelques années, l'aliment essentiel de la lutte syndicale était la hausse constante des prix.

Depuis trois ans, devant les progrès extraordinaires de la productivité avec son cortège d'accéléérations de cadences, devant les heures supplémentaires, l'accroissement des accidents, des maladies nerveuses, devant le rythme de vie toujours plus infernal, LA COLERE GRANDIT.

Continuellement, des mouvements se déclenchent dans tel ou tel atelier contre l'augmentation de la cadence.

Dernièrement, les travailleurs de la 4 CV, en équipes, débrayaient en réclamant la suppression du travail le samedi après-midi.

Mais cette lutte, les ouvriers ne veulent pas que ce soit une guérilla, au jour le jour, équipe par équipe, mais une lutte d'ensemble anti-capitaliste.

La duperie de la politique patronale en matière de politique sociale se dévoile de jour en jour.

Ainsi, la Direction de l'usine vient d'annoncer que la répartition de bénéfices au titre de l'exercice 1954 s'élève au total à 750 millions. Pour 4 milliards de bénéfices « avoués » de l'an dernier, elle était d'un peu plus de 500 millions pour 1 milliard 648 millions de bénéfices. En se rappelant que la production s'est accrue d'une année sur l'autre de plus de 20 %, chacun mesure les effets « bénéfiques » de l'« association » si aimablement proposée par la direction.

L'absence de revendications très nettement définies, aussi bien que la multiplicité des programmes revendicatifs ne contribuent pas à mobiliser les travailleurs.

Les organisations ouvrières et prioritairement le P.C.F. et la C.G.T. DOIVENT REPOUNDER A L'ATTENTE DES OUVRIERS. Lorsque ceux-ci réclament le RETOUR AU POUVOIR D'ACHAT DE 1936-38, C'EST A LA DIRECTION OUVRIÈRE, SI ELLE ASSURE

SON ROLE, QU'IL APPARTIENT DE :

- CHIFFRER.
- GENERALISER LE PROGRAMME REVENDICATIF.
- MENER UNE CAMPAGNE SYSTEMATIQUE D'UNITE D'ACTION, du sommet à la base et de la base au sommet, en direction des organisations ouvrières syndicales et politiques.
- PREPARER LA LUTTE D'ENSEMBLE DANS LA PERSPECTIVE D'UN GOUVERNEMENT P.C.F.-P.S.

C'EST A CE PRIX ET DANS CETTE VOIE QUE LES 40 HEURES, L'AUGMENTATION DES SALAIRES, LA FIN DES CADENCES INFERNALES SONT REALISABLES.

(FIN)

R. DUPARC.

(1) Ces citations sont extraites d'un article de James MARRANGE paru dans l'Ecole Libératrice du 12-10-54.

(1) Voir les n<sup>os</sup> 29 et 30 (d'Avril et Mai) de La Vérité des Travailleurs

# Les « faux de Béria » c'était la politique de Staline

férences de compréhension sur une série d'importantes questions du développement social. Le fait qu'en Yougoslavie règne la propriété sociale des moyens de production essentiels ; le fait que les classes fondamentales en Yougoslavie sont la classe ouvrière et la paysannerie travailleuse... ; le fait que les travailleurs d'U.R.S.S. et de Yougoslavie ont des intérêts vitaux communs, les intérêts du mouvement ouvrier international, la communauté des buts finaux de la classe ouvrière, tous ces faits montrent qu'il existe une base solide pour une coopération étroite et multilatérale entre les peuples soviétiques et yougoslaves. »

En termes plus précis, cela signifie que le journal officiel du P.C. de l'U.R.S.S. reconnaît :

1. Que la Yougoslavie comme l'U.R.S.S. est un Etat dont les bases sociales sont celles d'un Etat ouvrier, en opposition aux Etats où domine le capitalisme ; et que l'un et l'autre œuvrent en direction du socialisme.

2. Qu'il y a un lien entre l'existence de ces Etats d'une part, les intérêts du mouvement ouvrier international d'autre part.

3. Que les points ci-dessus sont vrais et restent vrais, bien que les gouvernements des deux Etats aient des divergences sur des questions relatives à leur politique intérieure et internationale.

Ce dernier point du texte de la « Pravda » est particulièrement important, car pour la première fois depuis le triomphe de la bureaucratie soviétique en U.R.S.S., sous la direction de Staline, pour la première fois le gouvernement soviétique, alias direction du P.C. de l'U.R.S.S., reconnaît implicitement l'existence d'une tendance ouvrière différente (se réclamant elle aussi du communisme) dans un Etat conquis par la révolution prolétarienne ; et le droit à son existence.

Le morceau est de taille : rien ne pourrait justifier que ce qui est vrai d'un Etat ouvrier à l'autre doive s'arrêter aux frontières de l'U.R.S.S. ou à celles d'un Parti Communiste.

## LA YUGOSLAVIE A ETE « FASCISTE »

Beaucoup de militants communistes ne pourront lire sans surveiller les proclamations de

la Pravda. Que de changements depuis 1948 !

Tout fut mis en œuvre pour rejeter la Yougoslavie dans les griffes du capitalisme, afin de justifier la légende du « titisme », agence impérialiste au sein du mouvement ouvrier.

C'est en tant que « titistes » que furent EXECUTES Rajk et Justus à Budapest, Kostov à Sofia, Slansky et Clementis à Prague et des milliers d'autres.

C'est pour « titisme » que furent traqués des opposants ou de simples hésitants. Les militants français n'ont pas oublié la lutte acharnée menée par leur Parti contre les jeunes travailleurs qui voulaient seulement connaître la vérité, voir par eux-mêmes la réalité yougoslave avant de se prononcer.

En cette noire période de calomnies sans frein, un Pierre Courtade (depuis lors élu au Comité Central) pouvait écrire :

« NOUS VOULONS DIRE TRES PRECISEMENT QUE LE REGIME DE BELGRADE A TOUTES LES CARACTERISTIQUES D'UN REGIME FASCISTE, ET CELA, AU SENS SCIENTIFIQUE DU TERME... LE CAPITAL FINANCIER A REUSSI EN YUGOSLAVIE, MIEUX ENCORE QU'EN ALLEMAGNE OU EN ITALIE, A IDENTIFIER COMPLETEMENT SES INTERETS A CEUX D'UN CAPITALISME D'ETAT ANONYME » (*Humanité*, 13 juin 1950).

Dès son arrivée à Belgrade, Khrouchchev non seulement a retiré toutes les accusations contre les communistes yougoslaves, mais il a voulu fournir l'explication : c'est Béria qui a fabriqué des faux...

La politique d'un parti ou d'un Etat à la merci d'un faux document, cette explication grotesque n'a même pas eu l'acquiescement diplomatique des Yougoslaves. Elle sera rejetée par tout communiste sérieux qui ne peut croire à une explication policière de l'histoire. Elle n'apportera qu'un discrédit supplémentaire à ces dirigeants des P.C. qui se dispensent de penser et se bornent à répéter les propos changeants et contradictoires des gouvernements changeants de l'U.R.S.S.

## FAILLITE

DE TOUTE UNE POLITIQUE A l'heure actuelle, la nouvelle politique soviétique constitue

la condamnation implicite de toutes ces accusations dont il ne subsiste plus rien. Il ne suffit pas de se réjouir de ce revirement. Il faut s'interroger sur les origines de tels crimes (il n'y a pas d'autre mot), comme sur celles de leur condamnation. La politique des années 48-53 n'était pas le fruit d'un hasard, mais d'une volonté délibérée des plus hauts dirigeants de l'U.R.S.S., en premier lieu de Staline. C'est sur les bases politiques et sociales de leur attitude qu'il faut établir la clarté.

L'affaire est d'une importance considérable ; les Yougoslaves n'ont été ni les premiers, ni les derniers à faire l'objet de pires calomnies. Si les accusations portées contre eux sont maintenant abandonnées comme dénuées de valeur, chaque militant commencera par se poser le même point d'interrogation sur les « crimes » imputés à tous les opposants qui ont défendu un point de vue divergent de celui du gouvernement soviétique ou d'une direction d'un P.C. ; depuis Marty, qualifié de policier, jusqu'à Trotsky odieusement persécuté jusqu'à son assassinat.

Si les procès Rajk, Kostov, Slansky... n'ont été que des machinations politiques, n'est-ce pas toute la tradition judiciaire soviétique qui est battue en brèche, et ne faut-il pas remettre en question aussi les trop fameux procès de Moscou ?

## LES SEULS INTERETS DE LA REVOLUTION

Il n'est nullement question de justifier la politique yougoslave, ni d'endosser les lourdes erreurs, les concessions sans nécessités qui ont marqué son évolution depuis sept ans. Mais le mouvement ouvrier ne peut ignorer la leçon fondamentale de toute cette affaire.

La politique d'un parti qui prétend défendre les intérêts de la révolution prolétarienne ne peut pas s'aligner automatiquement sur les décisions, tournants, manœuvres et volte-face de la diplomatie soviétique.

Les dirigeants socialistes exploitent toute occasion pour réclamer des dirigeants du P.C. « la rupture avec Moscou ». Sous cette revendication, les leaders réformistes exigent en réalité que la classe ouvrière abandonne l'U.R.S.S. et les autres Etats où le capitalisme a

été écrasé, en face des pressions, des provocations et des agressions impérialistes. De cela il ne peut être question pour n'importe quel révolutionnaire.

Mais cela ne veut pas dire que le soutien, la défense de l'U.R.S.S. et des pays qui se sont déjà libérés de la domination capitaliste, ne peut se concevoir que comme l'alignement automatique sur toutes les décisions du gouvernement soviétique. Une telle façon d'opérer peut faciliter la tâche de journalistes à la Courtade, de dirigeants à la Vermeersch qui, après, vient dire aux communistes parisiens à la Mutualité : « Ne recherchons pas les responsabilités de la rupture, puisque Washington est mécontent ». Cela peut convenir à ces êtres qui ont toujours eu « le cœur ouvert et l'âme pure », pour approuver les assassinats juridiques de dirigeants communistes d'autres pays.

Mais de tels crimes et leur approbation, ce n'était pas, ce n'est pas la défense de l'U.R.S.S. De tels crimes, c'était la défense de couches privilégiées en U.R.S.S. qui ont dépossédé le prolétariat soviétique de ses droits les plus élémentaires.

De nouveaux rapports de force, dans le monde, forcent la bureaucratie soviétique à jeter du lest pour maintenir aussi longtemps que possible ses privilèges. C'est contraints et forcés que Krouchtchev, Boulganine et autres vont à Belgrade, cherchant à se débarrasser des odieux stigmates que leur a laissés leur patron défunt, Staline.

Les militants ouvriers, les communistes tireront profit de cette situation pour se montrer plus exigeants et plus audacieux envers les serviteurs de cette bureaucratie soviétique qui président aux destinées des P.C. Ils rejeteront cette politique à la remorque des diplomates du Kremlin ; ils imposeront une politique déterminée par eux, dans le libre jeu de la démocratie prolétarienne, par la libre confrontation des idées et des tendances ; ils revendiqueront la réhabilitation de toutes les victimes d'un régime de crimes, de mensonges et de calomnies qui a trop longtemps souillé le mouvement communiste et qui aujourd'hui encore, l'empêche de remplir son rôle contre le monde capitaliste qui s'écroule.

# MISERE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

(suite de la page 11)

rêt des élèves, mais aussi de celui des maîtres. Or des classes trop nombreuses provoquent pour ceux-ci un dangereux surmenage qui, avec les classes excessivement trop nombreuses qu'on connaît à l'heure actuelle, peut amener un véritable épuisement nerveux allant jusqu'à des troubles mentaux. Le développement de tels troubles chez les enseignants a été observé ces dernières années d'une façon véritablement alarmante. » Or l'Etat n'autorise de création que

si la moyenne de 40 élèves par classe est atteinte dans une école ! de plus, pour les écoles maternelles il refuse absolument de procéder à des ouvertures à titre officieux si bien que l'on voit des classes fonctionner avec 80 ELEVES. Mon école est de celles-là, l'année dernière l'Académie a créé une classe saisonnière à Pâques mais il n'y avait pas d'institutrice pour l'assurer et mes 2 collègues et moi avons dû procéder à une nouvelle répartition des élèves et essayer

chacune d'occuper 60 gosses presque sans matériel et sans suffisamment de chaises pour les faire asseoir.

L'Etat fait remarquer à chaque demande de reclassement de la fonction enseignante que l'instituteur est un fonctionnaire logé. Il faut voir dans quelles conditions dans les campagnes et les petites villes : sans eau, sans évier, sans w.c. et ceux qui doivent, tout particulièrement, enseigner l'hygiène, la nécessité des installations sanitaires à la

maison, à la ferme, ceux qui doivent glorifier la mission civilisatrice de la France dans ses colonies (nous apportons aux indigènes l'instruction et l'hygiène : c'est évident) doivent aussi honteusement tous les jours, aller vider un seau dont on ne donne pas le nom à une heure où il n'y a personne dehors.

Et l'Etat-patron trouve de mauvais goût que ses serviteurs soient déjants, indociles et revendicatifs !